

Solidarité-Orient

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté la Reine



Le nouveau catholicos-patriarche de l'Église apostolique assyrienne de l'Orient (nestorienne), S.S. Mar Giwargis III Sliwa, lors de sa consécration, le 27 septembre dernier (cl. Ankawa.com).



Souvenir du camp-chantier de Bkarkacha (Liban), été 2015 (voir p. 33, compte rendu du livre *La terre en Palestine/Israël*). Des jeunes européens et libanais ensemble au service des plus pauvres. Photo Association Béthanie-Lumières d'Orient.



Solidari e
Orient



Solidari e-Orient



Solidari e
Orient



BULLETIN 276

PRÉSENCES SOLIDAIRES PARMI LES CHRÉTIENS D'IRAK ET DE TERRE SAINTE



Revue trimestrielle /octobre-novembre-décembre 2015
Bureau de dépôt postal : 8500 Courtrai Mail
Numéro d'agr ation : P. 308.666

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté la Reine



rue Marie de Bourgogne, 8
B-1050 Bruxelles - Belgique

Tél. : 02/512.15.49

(Les jours ouvrables, de 10 h à 13 h)

email : orient.oosten@skynet.be

Site web : <http://www.orient-oosten.org>

Fortis 001-5162000-27

IBAN : BE48 0015 1620 0027

BIC : GEBABEBB

Dans ce numéro

Éditorial p. 3

Témoignages

- Des évêques belges au chevet des chrétiens déplacés au Kurdistan irakien.
Le témoignage poignant de **Mgr Guy Harpigny**, évêque de Tournai p. 7
- **Émile Shoufani** : seule l'écoute de la souffrance de l'autre peut
produire la paix p. 16

Spiritualité

- Béatification de l'évêque syrien catholique Flavien Michel Melki,
victime du génocide des Arméniens de Turquie en 1915,
par **Fady Noun** p. 33

Lu pour vous

- La terre en Palestine/Israël (Patrice Sabater) p. 36
- Taybeh, dernier village chrétien de Palestine (Falk van Gaver
et Kassam Maaddi) p. 36

Échos du Proche-Orient chrétien p. 37

Notre page de couverture : en haut, Mgr De Kesel et Mgr Harpigny sans voix devant le désespoir d'un chrétien déplacé du camp d'al-Dawudiyeh, près de Dohuk, septembre 2015. Photo Tim Dirven. En bas : L'hôpital de la Bethlehem Arab Society for Rehabilitation, avec lequel nous sommes liés par plus de dix ans de partenariat, et toute l'équipe du Dr Edmund Shehadeh.

Au dos de la couverture : En haut, le nouveau catholicos-patriarche de l'Église apostolique assyrienne de l'Orient, S.S. Mar Giwargis III Sliwa (cl. Ankawa.com). En bas, souvenir du camp-chantier de Bkarkacha (Liban), été 2015 (cl. Association Béthanie-Lumières d'Orient).

Ce numéro 276 du Bulletin a été clôturé le 8 novembre 2015, avant les odieux attentats islamistes à Beyrouth et à Paris.

Nous remercions Mme Christine Pasquier pour son travail de relecture.



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique.

Les articles publiés dans la revue n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

É

ditorial

CHERS AMIS,

« Dieu s'est fait homme pour que l'homme devienne Dieu ! » Cette affirmation si chère à la vision orientale du Salut nous met en présence du mystère central de Noël : l'Incarnation. La foi chrétienne ne peut se passer de la venue historique de l'Emmanuel parmi nous. Il est ainsi pertinent de définir le christianisme comme religion de la Présence. Présence de Dieu au monde, du Christ aux hommes, de l'Église à l'histoire. Toute vie chrétienne désincarnée, trop théorique, trop intellectuelle, est en porte-à-faux.

La courageuse visite de trois de nos évêques aux chrétiens d'Irak

Il en va de même de notre relation aux chrétiens du Proche-Orient, nos frères aînés dans le baptême. Nous ne pouvons nous contenter de les aimer à distance. En ces temps tragiques qu'ils vivent, prendre le risque de les visiter comme Jésus a pris le risque de notre humanité est le meilleur signe de solidarité. En septembre, ce risque, trois de nos évêques l'ont osé en se rendant au chevet des chrétiens déplacés d'Irak. Parmi eux, l'évêque de Bruges, Mgr De Kesel, récemment désigné nouvel archevêque de Malines-Bruxelles. Mais aussi Mgr Harpigny, évêque de Tournai, fidèle lecteur de notre revue, qui nous livre de ce voyage un témoignage poignant.

Rencontres de chrétiens au détour d'un voyage pluraliste en Palestine

D'une tout autre nature fut la visite d'un groupe pluraliste que j'ai accompagné en Palestine et Israël en juillet sous l'égide de la Province de Hainaut. Voyage dont la dimension politique, dans le cadre de contacts avec des institutions palestiniennes et dans un climat qui annonçait déjà un regain de tension, était marquée par la présence de Rudy Demotte, ministre président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et d'autres hauts responsables wallons et bruxellois. J'en propose ici quelques échos parce que, dans un heureux esprit d'ouverture, les participants à ce voyage, parmi lesquels les croyants étaient minoritaires, ont souhaité rencontrer des Palestiniens chrétiens.

Émouvante fut ainsi la visite du président du Conseil provincial du Hainaut Serge Hustache et de moi-même à l'école « Peter Netekhoven » du patriarcat grec catholique de Jérusalem, à Beit Sahour (le village du « champ des bergers », près de Bethléem), qui offre un cadre éducatif de haute qualité à 649 étudiants, musulmans et chrétiens, du jardin d'enfants au secondaire, mais qui



À l'école grecque-melkite-catholique du « champ des bergers », de g. à dr., Mgr Jules Zerey, vicaire patriarcal, le député provincial Serge Hustache, Mme Sawsan Istéphan, directrice, Christian Cannuyer et David Bricoult, directeur du Service de Coopération internationale de la province de Hainaut.



25 juillet, Bethléem. Le gouverneur Tommy Leclercq rend hommage à l'œuvre du Dr Shehadeh (à droite) à l'occasion de dix ans de partenariat avec le Hainaut.



a bien du mal à survivre et à assurer le salaire de ses enseignants. Nous avons promis une aide significative et durable à Mgr Jules Zerey, vicaire patriarcal, et à la directrice, Mme Sawsan Istephan.

Le 25 juillet furent fêtés les dix ans de partenariat entre le Hainaut et la *Bethlehem Arab Society for Rehabilitation* du docteur Edmund Shehadeh, chrétien orthodoxe, auquel j'ai remis en cette occasion un chèque de 10 000 euros au nom de *Solidarité-Orient*. C'est en effet par le biais de notre association et de Mme Diana Safieh, directrice chrétienne d'une agence de voyage palestinienne bien connue à Jérusalem et sœur d'Afif Safieh, un des meilleurs diplomates de l'Autorité palestinienne, que, voici dix ans, la province de Hainaut avait découvert ce merveilleux centre de revalidation de la personne handicapée. S'en sont suivies de nombreuses collaborations en matière de soins infirmiers avec la Haute École Condorcet, notamment par le biais d'échanges d'étudiants.

Une présentation des extraordinaires restaurations récentes à la basilique de la Nativité et la découverte du tout nouveau *Bethlehem Museum*, suivie d'un repas offert par la maire chrétienne de la cité, Vera Baboun (ancienne directrice de l'école susmentionnée), furent aussi des temps forts de la visite de la cité natale de Jésus.



Le ministre président Rudy Demotte, le gouverneur du Hainaut Tommy Leclercq, l'eurodéputée Véronique De Keyser, Serge Hustache et la maire de Bethléem, Vera Baboun, admirent les trésors du *Bethlehem Museum*, qui souligne l'apport des chrétiens palestiniens à l'héritage culturel et à l'identité de la Palestine.

À Bethléem encore, nous avons assisté à un concert du groupe musical *al-Manara*, un magnifique passeur de frontières, qui associe des musiciens belges (la formation du chef tournaisien Éloi Baudimont) et palestiniens (issus de l'école *al-Kamandjâti*, fondée en 2002 par l'artiste Ramzi Aburedwan dans

le dessein d'éduquer par la musique des enfants palestiniens défavorisés : cf. <http://www.alkamandjati.com/accueil/>) : en une alchimie subtile et envoûtante, les poignantes mélodies palestiniennes s'allient à la polyphonie européenne, la douceur du chant, des cordes, du nay (la flûte orientale, dont le virtuose, au sein d'al-Manara, est un chrétien, Alfred Hajjar) et des percussions arabes dialoguent avec la puissance des cuivres d'une fanfare de chez nous, sur des textes choisis dans l'œuvre du grand poète palestinien Mahmoud Darwich.

À Jérusalem, un projet exaltant a retenu l'attention de notre groupe. Après avoir été empêchés de visiter l'esplanade des Mosquées en raison de tensions suscitées par des Juifs radicaux (c'était le 26 juillet, le 9 du mois de av selon le calendrier hébraïque, date à laquelle les Juifs commémorent la destruction du Temple par les Romains en 70), nous fûmes reçus comme prévu au couvent franciscain de la Flagellation, au début de la Via Dolorosa, pour découvrir le projet du musée *Terra Sancta*. Le P. Eugenio Alliata, conservateur, nous a fait visiter une partie des extraordinaires collections archéologiques et artistiques de la Custodie franciscaine, trop peu exploitées jusqu'ici, qui seront mises en valeur dans deux sites : les couvents de la Flagellation et du St-Sauveur. Pour la première fois, un musée sera consacré exclusivement à l'histoire de la présence chrétienne en Terre Sainte (voir le site www.terra-santamuseum.org). *Solidarité-Orient* a décidé de soutenir substantiellement ce projet très ambitieux, non seulement en raison des enjeux de mémoire qu'il induit, mais aussi parce qu'il est à même de donner du travail à des familles chrétiennes de Jérusalem et par là de contribuer à juguler l'inquiétante hémorragie de la communauté chrétienne de la Ville Sainte.

En Israël, deux moments-clés de notre séjour furent la visite de l'église de la Multiplication à Tabgha, incendiée récemment par des activistes juifs, et, à Nazareth, la rencontre avec le Père Émile Shoufani, dont vous lirez ci-après l'entretien qu'il nous a donné sur son action pour la paix par la réconciliation, notamment en 2002 l'étonnant voyage à Auschwitz auquel il convia ensemble des musulmans, des chrétiens et des juifs.

Le témoignage de Mgr Harpigny et celui du P. Shoufani traduisent deux expériences de l'incarnation : celle de notre solidarité parmi les chrétiens d'Irak, celle d'Arabes palestiniens qui ont voulu aller au cœur de la mémoire souffrante du peuple juif. Toutes deux sont un peu le reflet de ce mystère du Salut par l'humble présence de Dieu au sein de notre pauvre humanité que nous célébrons à Noël. À vous toutes et tous, sainte et lumineuse fête de l'Emmanuel, Dieu parmi nous !

Christian Cannuyer

T

émoignages

DES ÉVÊQUES BELGES AU CHEVET DES CHRÉTIENS DÉPLACÉS AU KURDISTAN IRAKIEN

Le témoignage poignant de Mgr Guy Harpigny, évêque de Tournai

Le 10 octobre dernier, en la Basilique nationale du Sacré-Cœur de Koekelberg, plus de mille deux cents personnes ont assisté au merveilleux concert donné par la chorale libanaise Voix d'antan au profit des chrétiens d'Irak, à l'initiative du Comité de Soutien aux Chrétiens d'Orient, avec lequel notre association Solidarité-Orient travaille main dans la main. À l'entracte, Mgr Leo Lemmens, ancien secrétaire de la ROACO et évêque auxiliaire de Malines-Bruxelles pour le Vicariat du Brabant flamand et Malines, a relaté le voyage de solidarité qu'il a accompli en Irak, en septembre, avec Mgr Jozef De Kesel, alors évêque de Bruges, et Mgr Guy Harpigny, évêque de Tournai, à la rencontre des chrétiens déplacés de Mossoul et de la plaine de Ninive. Mgr Harpigny nous fait le plaisir de nous livrer ici ses impressions sur ce voyage. C'est pour nous l'occasion de saluer avec une vive sympathie la nomination de Mgr Jozef De Kesel à l'archiépiscopat de Malines-Bruxelles. Que le nouveau Primat de Belgique soit particulièrement sensible à la situation de nos frères en détresse au Proche-Orient ne peut être pour notre association, dont le travail est reconnu et patronné par la Conférence des Évêques de Belgique, qu'un encouragement de plus.

Solidarité-Orient : Monseigneur, quel était le but de votre voyage et quels en ont été les moments forts ?

Mgr Guy Harpigny : « C'est le patriarche chaldéen Louis Raphaël I^{er} Sako qui, lors de la rencontre de Sant'Egidio de septembre 2014 à Anvers, a invité les évêques belges à rendre visite aux réfugiés en Irak. Quelques mois plus tard, Mgr Leo Lemmens, Mgr Jozef De Kesel, évêque de Bruges, et moi-même avons décidé de partir en Irak. Nous étions accompagnés par une équipe de journalistes de la VRT, de journalistes de la RTBF, du *Morgen* et de *La Libre Belgique*, ainsi que par le président et la directrice de *Kerk in Nood (Aide à l'Église en détresse)*, qui apporte une aide réellement substantielle aux réfugiés en Irak. Notre but était triple : rendre visite aux réfugiés, comme on rend visite à des personnes malades, blessées, simplement pour manifester notre

solidarité ; nous informer et, par après, faire connaître le sort des minorités au Moyen-Orient ; faire un don¹ aux chrétiens obligés de fuir leur maison, leur lieu de travail, leurs amis, victimes des procédés de l'État islamique ou Daech. Les réfugiés de la plaine de Ninive, Mossoul, sont accueillis dans le nord de l'Irak, le Kurdistan irakien. Nous avons résidé à Dohuk et à Erbil.

Nous avons été bouleversés dès la première rencontre avec des Yézidis, qui avaient dû fuir sous peine d'être supprimés ou vendus comme esclaves. Nous avons écouté des dizaines de familles chrétiennes dont le périple s'est arrêté dans des villages, des camps de containers, des appartements de maisons non occupées. Certains camps comptent mille personnes. Chaque famille vit dans un container, qui comprend deux pièces séparées par une salle d'eau. Vous imaginez vivre dans un container, dans la chaleur en été (en certains endroits, la température monte au-dessus de 40 degrés) et dans le froid glacial en hiver (il neige beaucoup dans les montagnes). Chapeau aux ONG, à Aide à l'Église en détresse, à Caritas et à bien d'autres associations comme *Solidarité-Orient*, qui réussissent à faire de ces camps des lieux de survie, pour l'eau, l'électricité, la lessive, la nourriture, les écoles et les premiers soins de santé ! Beaucoup de ces camps ont un chef nommé par le responsable religieux. Nous avons été conduits par des prêtres chaldéens qui se donnent sept jours sur sept pour que les réfugiés puissent au moins avoir un minimum pour vivre en famille.

En plus des contacts avec les responsables des camps, nous avons eu l'occasion de parler avec le gouverneur d'Erbil et le ministre des Affaires intérieures du Kurdistan, ainsi qu'avec des responsables d'une association des droits de l'homme, dont le siège est à Bagdad. À Erbil, dès notre arrivée le 17 septembre 2015, nous avons été reçus par l'évêque syro-catholique de la plaine de Ninive, Mgr Petros Moshe, réfugié à Erbil. Le samedi 19 et le dimanche 20 septembre, nous avons pu parler avec le patriarche chaldéen et des évêques de son Église, dont Mgr Bachar Matti Warda, archevêque d'Erbil, qui a eu une partie de sa formation à la Katholieke Universiteit te Leuven².

¹ Ndlr : les évêques, à l'issue de leur séjour, ont remis aux autorités religieuses locales un don de 150 000 euros, témoignage de la solidarité des chrétiens de Belgique.

² Ndlr : en visite en Belgique à la veille du synode de l'Église chaldéenne qui devait se tenir à Rome, Mgr Warda a donné le 22 octobre une conférence à la Faculté de Théologie de la Katholieke Universiteit te Leuven, sur le thème *Christians in the Arab World : Future perspectives* (« Les chrétiens du monde arabe : perspectives d'avenir »). Notre association était représentée à cet événement par Dibo Habbabé, notre boursier doctorand à la K.U.L. C'est le collectif d'évêques présidé par Mgr Warda qui, l'an dernier, a géré l'aide de 57 000 euros que *Solidarité-Orient*, en partenariat avec le Comité de Soutien aux Chrétiens d'Orient, a pu dégager pour l'aménagement d'habitations de fortune destinées aux chrétiens déplacés de Mossoul et de la plaine de Ninive.



Le samedi 19, nous avons, protégés par les peshmergas, entrepris de monter au monastère Mar Mattai (Saint-Matthieu) près de la ligne de front avec l'État islamique. Ce monastère, aujourd'hui syro-orthodoxe, a été fondé au 4^e siècle. Il contenait une bibliothèque extrêmement riche en livres anciens. Dès que la menace d'une occupation par Daech a été confirmée, les moines ont mis les livres anciens en lieu sûr. Le monastère est taillé dans la montagne. De la terrasse, on voit au loin la plaine de Ninive. L'évêque abbé du monastère et le prieur sont de vrais témoins de la foi. Ils nous disaient : "La dernière Béatitudo parle des persécutés. Les chrétiens ont toujours été persécutés. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Nous restons dans le monastère parce que nous avons la vocation de témoigner du Christ dans cette région. Nous sommes prêts à témoigner jusqu'au martyre."



De g. à dr., Mgr Harpigny, Mgr De Kesel et Mgr Lemmens en prière au monastère Mar Mattai, en compagnie du prieur Rabban Youssif et de l'archevêque-abbé Mor Timotheos Mosa Alshamany. Photo Tim Dirven.

Le dimanche 20, nous avons visité la communauté de religieuses dominicaines installée dans la plaine de Ninive depuis des siècles, aujourd'hui réfugiée à Erbil. Ce sont des religieuses irakiennes ; elles sont exilées dans leur propre pays. Elles avaient des écoles, des dispensaires, un réseau social et culturel exceptionnel. En quelques heures, elles ont dû tout quitter pour se retrouver dans une maison d'Erbil. Trop nombreuses pour occuper cette maison, certaines d'entre elles logent dans des containers installés dans le jardin. Leur réaction est admirable. La supérieure nous disait : "Nous sommes chez

nous, nous ne partirons pas, nous avons une vocation, une mission : vivre de l'Évangile au milieu des pauvres.”

S.O. : *Vous nous avez dit avoir été profondément bouleversé par les témoignages que vous avez entendus, les situations de détresse que vous avez constatées sur le terrain. Comment traduiriez-vous les sentiments que vous retenez de ce séjour ?*

G.H. : « D'un côté, les réfugiés sont bien accueillis et aidés par les organisations internationales, les responsables des villages du Kurdistan, les responsables d'Église et la population locale. D'un autre côté, les réfugiés ne voient pas d'avenir, ne connaissent pas l'espérance. Les parents qui ont des jeunes enfants et des adolescents ne voient pas ce qu'ils vont devenir. Où vont-ils être formés ? Où pourront-ils trouver un job ? Comment pourront-ils fonder une famille ? Partir à l'étranger ? Mais ils n'ont pas de papiers pour entrer dans un pays étranger ! La plupart n'ont pas de passeport, pas d'argent en suffisance pour entreprendre un voyage à l'étranger. Avant que l'État islamique ne se manifeste, beaucoup de chrétiens et d'autres pouvaient se réfugier en Jordanie et au Liban et, à partir de là, rejoindre des membres de la famille, de la tribu, déjà installés en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Il faut passer par la Turquie.

Chaque container a un poste de télévision. On y voit les mêmes émissions que chez nous à propos des migrants, des réfugiés qui entrent en Europe par la Méditerranée. Les réfugiés d'Irak nous montraient les événements tragiques qui se passaient à la frontière entre la Serbie et la Hongrie. Vous pensez bien que, quand ils voyaient cela, les réfugiés en Irak n'étaient pas encouragés à venir en Europe. Je retiens surtout le manque d'espérance. Une jeune maman montrait ses deux enfants de moins de six ans et nous disait : “Que faire ?” Ce n'est quand même pas normal qu'ils aient une telle destinée.

Le vendredi 18, vers midi, nous avons écouté le témoignage d'une jeune fille de treize ans, qui avait été captive de l'État islamique. Lors de l'invasion, une partie de la famille avait été enlevée. Les jeunes filles avaient été parquées comme des esclaves. Les responsables de l'enlèvement obligeaient tout le monde à pratiquer la foi musulmane. Celles qui refusaient étaient systématiquement l'objet de mauvais traitements, y compris sexuels. Au bout de quelques semaines, cette jeune fille de treize ans a réussi à s'enfuir. Elle a retrouvé son père et quelques autres membres de sa famille dans un village où beaucoup de réfugiés avaient été accueillis. Inutile de dire que les questions posées par les journalistes, avec une très grande pudeur, n'avaient pas toujours de réponse. Quelqu'un a demandé si, durant sa captivité, cette jeune fille priait Dieu. Elle a répondu : “Oui, et c'était un réconfort dans cette situation où tout le monde avait très peur.” La détresse n'a pas de fin. Cette jeune fille a encore sa maman et d'autres personnes de sa parenté aux mains des responsables de l'État islamique.



C'est à cette occasion que nous avons appris qu'une femme avait été vendue quarante fois en un mois, pour satisfaire les pulsions de responsables de l'État islamique, en toute légalité ! »

S.O. : *Le patriarche des chaldéens catholiques, S.B. Louis Raphaël I^{er} Sako, que vous avez rencontré et qui est un grand ami de Solidarité-Orient, craint que si la communauté internationale ne parvient pas à contrer le Daech et que si la paix ne revient pas en Irak, la chrétienté locale risque de disparaître, au terme de deux millénaires d'existence. Partagez-vous cette crainte que la chrétienté irakienne puisse disparaître totalement ?*

G.H. : « À vues humaines, oui, je partage cette crainte. Mais, en même temps, le Patriarche refuse cette perspective. Il est très ferme à l'égard des prêtres de son Église qui se sont enfuis en Europe et en Amérique du Nord. Ils sont suspendus *a divinis*, ils ne peuvent plus célébrer les sacrements. Le Patriarche a ordonné qu'ils reviennent en Irak. Le berger ne quitte pas les brebis que le Seigneur lui a confiées³. Par ailleurs, le Patriarche est une personnalité politique de premier plan, qui, comme responsable des chaldéens, a le devoir de donner un avenir de paix à ceux dont il a reçu la charge. Le Patriarche fait le tour des hommes d'État qui ont une influence sur le déroulement des événements au Moyen-Orient. Il participe à des rencontres internationales, où il est invité à s'exprimer devant les grands de ce monde. Il va sans dire qu'il travaille en étroite collaboration avec les diplomates du Saint-Siège. Lors de la rencontre avec le Patriarche le samedi 19 au soir, il nous a donné sa vision de l'avenir. Elle est réaliste. Elle est fondée sur la foi chrétienne. Elle mise sur la raison de tous ceux qui ont une influence. L'avenir est de rester au Moyen-Orient, et pas de fuir ailleurs. C'est très clair. Il nous a demandé de transmettre ce message là où il faut.

Je ne dirais pas la même chose de certains évêques syro-catholiques qui ont moins de poids en Irak. Eux désireraient que les syro-catholiques qui sont réfugiés en Europe ou ailleurs reçoivent des prêtres syro-catholiques pour les accompagner dans l'épreuve, des prêtres orientaux que les évêques latins accueilleraient avec gratitude. »

S.O. *Entrevoyez-vous, cependant, des perspectives qui engagent à l'espoir, malgré tout ?*

G.H. : « Nous n'avons pas la maîtrise sur ce qui se passe au Moyen-Orient. Je fais régulièrement la comparaison avec les camps de Palestiniens des années

³ Réuni à Rome du 24 au 29 octobre, le Synode des évêques de l'Église chaldéenne a abordé cette douloureuse question dans son message final. Les Pères synodaux espèrent qu'à l'avenir des prêtres et des moines ne quitteront plus leurs diocèses et leurs monastères en Irak, sans l'autorisation de leurs supérieurs, pour s'installer dans les pays occidentaux où se trouve la diaspora chaldéenne.

1950. J'en ai visité lors de mes années d'études, dans les années 1970, au Liban et en Jordanie. Mon promoteur de thèse, Youakim Moubarac, prêtre maronite, m'a longuement parlé du sort injuste réservé aux Palestiniens. Tout le monde se souvient des événements tragiques de Sabra et de Chatila au Liban en 1982. Et aujourd'hui, où en sommes-nous ? Rien n'est résolu. Les Palestiniens n'ont pas ce à quoi ils ont droit, comme nation reconnue par la communauté internationale.

Au Moyen-Orient, nous avons à écouter pour essayer de comprendre. Le réseau social y est tout à fait différent de ce que nous connaissons en Europe. Les frontières des États ont été imposées par les Alliés de la première guerre mondiale. Elles ne correspondent pas à ce que vivent les différentes tribus depuis des siècles. Dans ce monde-là, un facteur capital est celui de la diaspora. Pouvons-nous saisir de l'intérieur ce qu'est la nation libanaise ? Douze millions sur la planète, dont quatre millions résident au Liban. Grâce à notre étude de la Bible, nous comprenons bien que le peuple juif a des communautés en Mésopotamie, en Égypte, dans beaucoup de grandes villes de l'empire romain. Le peuple juif ne se limite pas à la population d'Israël. Il en va de même des chrétiens du Moyen-Orient. Leur vision du monde n'est pas la nôtre. Aussi le lien avec un territoire est-il perçu différemment.

Dans une région sans frontières reconnues, où les liens familiaux sont vécus autrement, les diverses communautés religieuses sont bien évidemment installées sur un territoire, mais elles savent qu'elles sont immergées dans un monde musulman partagé entre sunnites et chiïtes, bien souvent en conflit. Depuis des siècles, ces communautés religieuses ont appris à vivre avec des musulmans, en subissant des persécutions, en étant considérées comme des citoyens de seconde zone, en payant des impôts exorbitants, en cherchant à vivre en paix dans le respect mutuel, en ayant en tête que l'Europe, des nations chrétiennes viendraient à leur secours en cas de conflit très grave. C'est ici que les choses ont considérablement changé depuis la première guerre mondiale. Les nations européennes n'ont plus la même perception d'une solidarité avec les chrétiens du Moyen-Orient. En revanche, au plan diplomatique, de l'histoire diplomatique des États, il est clair que la France n'a pas oublié ses responsabilités au Moyen-Orient. Je pense que nous n'en avons pas toujours conscience. J'ai appris cela au cours de mes études. Et je vois que le ministre français des Affaires étrangères, quel qu'il soit, quelle que soit sa couleur politique, poursuit la même politique "orientale" de la France.

Un facteur nouveau, exprimé tant par les Européens que par les Américains, est la conviction selon laquelle la démocratie, les droits de l'homme, la laïcité de l'État sont des socles fondamentaux en dehors desquels il n'y a pas de négociation possible. Nous en sommes loin au Moyen-Orient. Regardons ce qui s'est passé après la chute des dictateurs en Irak et en Libye. Nous n'avons pas la paix pour autant. Aussi le discours actuel sur la Syrie, s'il ne change pas, n'aboutira pas à la paix. »



S.O. : *Le Patriarche Sako a récemment proposé le retour à l'unité des trois Églises de tradition syriaque orientale (l'Église apostolique de l'Orient, l'ancienne Église de l'Orient et l'Église chaldéenne catholique), qui seraient en communion avec Rome tout en gardant chacune sa spécificité. Selon lui, seul ce retour à l'Unité permettra au petit troupeau chrétien de survivre dans pareille adversité. Que pensez-vous de cette initiative courageuse, que d'autres jugent utopique ?*

G.H. : « Il s'agit d'une initiative courageuse. J'ignore si elle aboutira. Il est cependant vrai que la communion entre les Églises chrétiennes ne peut que renforcer la concertation entre les chrétiens afin d'arriver à une position commune devant l'adversité, dans les négociations politiques avec les forces en présence au Moyen-Orient. »

S.O. : *Quelles sont les priorités du soutien qu'une association comme Solidarité-Orient peut apporter à nos frères chrétiens d'Irak ? Comment pouvons-nous, à notre modeste niveau, être vraiment utiles ?*

G.H. : « D'abord en donnant des informations correctes sur ce qui se passe réellement sur le terrain. Sur cet aspect du réel, les témoignages de personnes et d'institutions sont nécessaires afin d'informer l'opinion publique en Europe. Bien souvent, les journalistes n'ont pas le temps de vérifier toutes les informations. À un certain moment, ils font des commentaires à propos de commentaires d'autres journalistes.

Ensuite, en suscitant des solidarités, y compris financières, pour les chrétiens qui vivent des situations dramatiques. Si on estime qu'une pluralité de convictions religieuses est un élément qui est nécessaire à la poursuite du bien commun, il faut aider les chrétiens qui ont le courage de rester dans leur pays.

Enfin, en devenant le relais de quantité de rencontres internationales qui, modestement ou par des actions plus retentissantes, œuvrent à la construction de la paix. »

S.O. : *Par leur présence parmi nous, ces chrétiens d'Orient ne sont-ils pas en mesure de féconder notre christianisme occidental d'apports issus de leur patrimoine bimillénaire ?*

G.H. : « Il est trop tôt pour répondre à cette question. Je constate que, dans le passé, l'arrivée de chrétiens venus d'ailleurs a stimulé les communautés chrétiennes de souche dans le témoignage du Christ. Chaque fois que je vais à la rencontre des paroisses ou des secteurs de la pastorale non territoriale, je vois qu'il y a pas mal de chrétiens venus d'Afrique. Ils donnent un nouvel élan aux chrétiens qui vivent ici depuis leur naissance, qu'ils soient d'origine belge, italienne, croate, portugaise, polonaise ou autre. Au cours des dernières décennies, nous avons, grâce à ces migrants chrétiens, un stimulant réel pour vivifier le témoignage du Christ.

Je suis persuadé que nous assisterons au même phénomène avec les membres des Églises orientales. Nous bénéficions depuis des décennies, dans le diocèse, de chrétiens de rite byzantin venus d'Ukraine. Nous avons deux prêtres ukrainiens remarquables. Je ne vais pas dresser la liste des autres prêtres. Mais je suis persuadé que chaque fois qu'un groupe de chrétiens d'Orient vient dans le diocèse, c'est, pour moi, un don de l'Esprit Saint pour le témoignage du Christ. »



Les évêques belges concélébrant avec les évêques chaldéens catholiques, de gauche à droite, Mgr Ibrahim Ibrahim, évêque émérite de Detroit, Mgr Warda, archevêque d'Erbil et le patriarche Louis Raphaël I^{er} Sako. Photo Tim Dirven.

S.O. : *Vous êtes un fin connaisseur de l'Islam, auteur de travaux remarquables sur le mystique Louis Massignon, grande figure du dialogue islamo-chrétien⁴. Quel est votre regard sur la crise que traverse aujourd'hui l'islam, confronté à la barbarie sans nom du Daech ? Après ce que vous avez vu en Irak, croyez-vous encore au dialogue islamo-chrétien et quel pourrait être à vos yeux l'avenir de la convivialité islamo-chrétienne au Proche-Orient ?*

G.H. : « Ce n'est pas à moi de dire comment l'islam "doit" évoluer. J'essaie de comprendre ce qui se passe dans le monde musulman. Je n'ai pas à dire aux musulmans qu'ils sont obligés de passer, comme les chrétiens occidentaux l'ont été, à travers la rationalité des Lumières du 18^e siècle. C'est aux musulmans eux-mêmes de conduire leur destin, y compris au plan de la théologie. Je suis convaincu qu'il n'y a pas de chemin valable en dehors du dialogue. Je

⁴ Voir, notamment, G. HARPIGNY, *Islam et christianisme selon Louis Massignon*, collection « Homo Religiosus », 6, Louvain-la-Neuve, Centre d'histoire des religions, 1981.



refuse d'envisager la victoire d'une religion sur une autre, en travaillant à sa destruction. Le dialogue exige beaucoup de confiance, de patience, d'humilité. Sans l'écoute personnelle de la Parole de Dieu, sans la prière, le dialogue apparaît rapidement comme un but inaccessible. Par expérience, par conviction, je sais qu'il n'y a pas de dialogue sans la Croix. C'est pour moi un grand mystère, mais j'en suis persuadé, il n'y a pas d'autre chemin que les Béatitudes et le don de sa vie à la suite du Crucifié pour dialoguer avec les musulmans de bonne volonté. C'est pour moi un mystère très profond. C'est chez Louis Massignon que je l'ai appris. C'est aussi chez mon promoteur de thèse Youakim Moubarac. C'est encore chez Charles de Foucauld et chez les moines de Tibhirine. »

S.O. : *Auriez-vous quelque chose d'important à ajouter à tout ce qui vient d'être dit ?*

G.H. : « Tant qu'il y aura des périodiques comme *Solidarité-Orient*, nous échapperons à la pensée unique. Les médias reflètent souvent l'opinion publique. Je pense que l'opinion publique a aussi besoin d'être informée correctement sur des réalités que peu de personnes ont le temps d'appréhender. *Solidarité-Orient* m'aide beaucoup à comprendre le réel, et donc à intercéder pour tous les êtres humains qui passent par des épreuves terribles. Je pense en particulier aux Palestiniens, qui souffrent depuis des décennies, et aux diverses communautés du Moyen-Orient qui ne voient pas beaucoup de sens à leur avenir. »

Merci, Monseigneur Harpigny, pour cet entretien enrichissant. Vos derniers mots nous vont droit au cœur. L'empathie que vous manifestez pour notre action, toute modeste qu'elle soit, est pour nous un précieux motif de persévérer. Portez les membres de notre Association dans votre prière. La ville de Tournai est depuis peu jumelée avec Bethléem, où le Dieu d'avant les siècles, en venant parmi nous, a pris le risque de l'histoire. Pour les chrétiens du Proche-Orient, spécialement ceux d'Irak et de Syrie, cette histoire est aujourd'hui un chemin de croix, qu'ils vivent dans une foi inébranlable en Jésus-Christ Sauveur. Que l'espérance de Noël nous donne de continuer à les aimer et à les aider de toutes nos forces !

**CONTINUONS À AIDER LES CHRÉTIENS DÉPLACÉS
D'IRAK, QUI DOIVENT AFFRONTER LES RIGUEURS DE
L'HIVER. VOS DONNS SONT BIENVENUS SUR NOTRE
COMPTE BE 48 0015 1620 0027, AVEC LA MENTION :
« CHRÉTIENS D'IRAK » !**

ÉMILE SHOUFANI : SEULE L'ÉCOUTE DE LA SOUF-FRANCE DE L'AUTRE PEUT PRODUIRE LA PAIX

À Nazareth, le groupe qu'accompagnait Chr. Cannuyer en Palestine/Israël en juillet dernier a rencontré le Père Émile Shoufani, archimandrite grec-melkite-catholique, bien connu pour son engagement en faveur du dialogue entre Juifs et Palestiniens, initiateur d'un voyage commun de musulmans, de chrétiens et de juifs à Auschwitz en mai 2003⁵. À notre auditoire qui comptait plusieurs ardents militants de la cause palestinienne, il a dit sa certitude de l'efficacité, pour construire la paix, d'une troisième voie qui ne soit ni celle du conflit ni celle de la négociation politique, mais qui passe par la réconciliation des cœurs et des mémoires. Nous retranscrivons ici l'intégralité du long entretien qu'il a eu avec nous. Nous avons consenti quelques adaptations du français et de la structure du propos, de manière à le rendre plus intelligible, avec l'accord du Père lui-même.

Être arabe, palestinien, citoyen d'Israël : la quadrature du cercle ?

Je vais essayer de donner un aperçu historique indispensable pour comprendre la situation et l'évolution des mentalités dans ce pays, la place des Arabes israéliens. Quand on dit « Arabes israéliens », cela signifie en fait des Palestiniens, car nous sommes des Palestiniens d'avant 1948, restés dans le pays. En 1948, lors de la déclaration de l'indépendance de l'État d'Israël, 800 000 Palestiniens ont quitté le pays, contraints par la force ou la peur. Ils sont devenus des « réfugiés ». Sur le territoire israélien sont restés à peu près 180 000 Palestiniens, surtout en Galilée. Plusieurs villages y ont été détruits, mais la majorité de la population est restée, des Arabes musulmans, chrétiens ou druzes. Une grande partie de cette population vit dans ce que nous appelons le « Triangle », c.-à-d. le territoire entre Nazareth et Tel Aviv, qui est très proche de la Cisjordanie occupée. Avec les Bédouins du Néguev, cette communauté arabe a été enregistrée comme « israélienne ». Ces Palestiniens ont la nationalité israélienne. Il ne s'agit pas d'une communauté occupée mais intégrée, avec toutefois beaucoup de difficultés au début : maintes familles ont été déplacées ici et là, d'autant que l'armée britannique a beaucoup aidé en 1947-1948 à vider les villes de leurs habitants palestiniens (ainsi la ville de Tibériade, où l'armée britannique s'est vue d'une certaine manière obligée d'expulser toute la population palestinienne vers Nazareth). Toute la population arabe de la région s'est ainsi retrouvée israélienne du jour au lendemain, sous un régime militaire : on ne pouvait pas se déplacer librement, on devait

⁵ On conseillera la lecture du beau livre d'Hubert PROLONGEAU, *Le curé de Nazareth*, Paris, Albin Michel, 2002.



avoir un permis spécial pour voyager, pour aller travailler. Ce régime militaire a duré jusqu'en 1964. Nous étions certes citoyens, mais sous régime militaire. Depuis, la population arabe israélienne a grandi, et aujourd'hui elle compte plus de 1,4 millions de personnes, soit 17,5 % de toute la population d'Israël, qui ont la nationalité israélienne, possèdent le droit de vote, jouissent devant la loi de l'égalité des droits, bénéficient d'une totale liberté religieuse, de conscience. On pourrait dire que leurs conditions de vie sont « normales ». Le problème, c'est que ces « Israéliens » sont aussi palestiniens. Or, nonobstant le fait que l'État d'Israël tente constamment de garantir l'égalité de tous ses citoyens devant la loi, celle-ci n'est pas, dans les faits, intégralement respectée, parce que dans l'idée d'un nombre croissant de Juifs, l'État d'Israël appartient exclusivement aux Juifs. Ce n'est pas simplement une question de territoire, c'est profondément enraciné dans la mentalité des Juifs : Israël étant leur seul État, il convient qu'à l'intérieur de celui-ci tous soient juifs. Les Arabes sont là, on tolère qu'ils vivent dans le pays, mais ils n'ont pas d'autres droits que celui d'être de bons citoyens, d'une fidélité sans faille à l'État juif. Voilà ce qui génère un grand malaise chez les citoyens israéliens arabes, qui, dans ce contexte, ont beaucoup évolué. Ils ont pris résolument acte de leur citoyenneté israélienne et de tout ce que cela a entraîné pour eux comme avantages : la culture la culture, le droit, le bien-être, le niveau économique, les droits sociaux. Ils en retirent cette conscience d'être légitimement chez eux dans ce pays et sont déterminés à revendiquer le droit d'y rester à demeure. Beaucoup d'Arabes israéliens veulent certes être appelés Arabes palestiniens, mais c'est une position politique, une volonté d'affirmer leur identité palestinienne. En même temps, ces Arabes « palestiniens » d'Israël, qu'ils soient musulmans ou chrétiens, ne voudraient pour rien au monde quitter le pays. Ils ne souhaitent pas habiter un pays arabe ni même l'État palestinien. Le ministre des Affaires étrangères israélien d'extrême-droite Avigdor Lieberman a proposé en 2004 que la région du Triangle, où vivent 300 000 musulmans, avec comme centre la ville d'Umm al-Fahm (52 000 habitants, en grande majorité arabes), soit donnée à la Palestine en échange de colonies juives situées en Cisjordanie. L'idée était en fait de favoriser une séparation radicale entre Juifs et Arabes pour créer deux États ethniquement homogènes. Il fallait pour cela faire en sorte que la majorité des Arabes israéliens se retrouvent en Palestine. Eh bien, c'est les Frères musulmans qui, les premiers, ont été trouver le président du gouvernement d'alors, Ariel Sharon, pour protester, affirmant qu'ils ne voulaient pas quitter le pays. La situation est donc extrêmement complexe. Comment définir cette communauté qui a développé un authentique sentiment d'appartenance à la citoyenneté israélienne mais qui, en même temps, se sent profondément palestinienne ? Sa position est terriblement difficile. Quand vous écoutez les Arabes israéliens, très nombreux sont ceux qui veulent renforcer leur identité palestinienne et leurs liens avec

l'État palestinien. C'est pourquoi toute la population arabe fait pression sur l'État d'Israël pour résoudre la question palestinienne. On a pensé, avec Rabin et les accords d'Oslo, qu'on était sur la voie de la reconnaissance de l'identité palestinienne et de la construction d'un État palestinien à côté de l'État d'Israël. Les Arabes d'Israël vivent à un niveau économique, social et culturel bien supérieur à celui des Palestiniens sous occupation ou des pays arabes. Mais l'État d'Israël exige d'eux une fidélité inconditionnelle. Et ça c'est un problème, car cela implique dans les faits une restriction de leurs droits politiques et humains. Certes, les Arabes israéliens ont des députés à la Knesset, mais en fait cela ne sert quasiment à rien, car ils sont pratiquement en dehors du jeu politique israélien. C'est pourquoi vous entendez les députés à la Knesset parler du problème palestinien, mais rien n'est fait pour travailler la question : comment vivre en Arabes dans ce pays ? Quelle est la réalité de notre communauté ? La fidélité que l'État d'Israël et les Juifs exigent de « leurs » Arabes implique de plus en plus qu'ils renoncent à leur identité palestinienne. Récemment, on a ainsi voulu nous imposer, à nous les chrétiens arabes palestiniens d'Israël, une prétendue identité « araméenne ». Nos Églises ont catégoriquement refusé, car la manœuvre avait pour but de nous désolidariser du peuple arabe. De même, on a voulu diviser les chrétiens et les musulmans en accordant aux premiers, parce qu'araméens et non arabes, le droit de faire le service militaire, alors qu'en fait les Arabes qui servent dans l'armée sont majoritairement des musulmans, mais ce sont des Bédouins du Sud. Ces tentatives de divisions ont pour but d'affaiblir notre identité politique.

Ne jamais s'abandonner à la haine. La leçon d'une grand-mère qui était la figure même du pardon chrétien

J'en viens maintenant à mon parcours personnel d'Arabe chrétien d'Israël. Je suis né en 1947 dans une famille chrétienne⁶ d'Eilaboun, un village de Galilée qui est connu en Belgique car en 1948, l'évêque de Liège Mgr Kerkhofs⁷ y a

⁶ Le père d'Émile était grec-melkite-catholique, sa mère orthodoxe.

⁷ Mgr Louis-Joseph Kerkhofs (1878-1962), 88^e évêque de Liège de 1927 à 1961, sensibilisa très tôt les chrétiens de Belgique au drame du peuple palestinien, en créant l'opération *Pro Palestina*, grâce à laquelle furent récoltés des fonds, des vêtements, des aliments pour les Palestiniens de Galilée. Avec Mgr Georges Hakim, archevêque grec-melkite-catholique de Galilée (et futur patriarche Maximos V), Mgr Kerkhofs contribua à obtenir des autorités israéliennes qu'elles permettent à l'été 1949 le retour dans leur village des habitants d'Eilaboun qui avaient été exilés au Liban. Il réunit des fonds pour leur construire une nouvelle église. C'est dans la foulée de cette action que Mgr Hakim suggéra la création des deux associations, *Les Amis de la Galilée* et *Vrienden van Galilea*, pour continuer à aider l'Église locale, associations qui existent encore aujourd'hui et entretiennent des liens d'amitié et de collaboration étroits avec *Solidarité-Orient*. Il faut souligner que Mgr Kerkhofs, grand défenseur de la cause



envoyé des prêtres de son diocèse, dans le cadre de son action *Pro Palestina*, pour aider la population locale. Les liens de notre Église grecque-melkite-catholique de Galilée avec la Belgique et avec Liège sont très forts, parce qu'il y a eu chez vous une sensibilisation précoce au problème palestinien. Eilaboun était un village chrétien, où l'armée israélienne est entrée au matin du 30 octobre 1948. Elle a rassemblé tout le village dans l'église, 14 jeunes ont été choisis et massacrés⁸. Parmi eux un de mes oncles, Simaan Jeries Shoufani. Toute la population a été expulsée, forcée de marcher 70 km jusqu'à la frontière du Liban. Mes grands-parents, avec cinq de leurs enfants de moins de 14 ans, durent eux aussi prendre le chemin de l'exode. Chemin faisant, mon grand-père a été froidement fusillé par les soldats juifs sous les yeux de ma grand-mère. Arrivée à la frontière du Liban, celle-ci s'est dit : « Mais qu'est-ce que je vais faire au Liban avec mes petits enfants ? » Elle s'est cachée et elle s'est décidée à revenir toute seule. Ça lui a pris deux mois et quand elle est arrivée au village, il était quasiment vide. Il n'y avait plus qu'un vieux prêtre et quelques personnes âgées. C'est là seulement qu'elle a appris que les militaires avaient tué un de ses fils. Mon grand-père, elle l'avait vu mourir dans ses bras. Ma grand-mère a eu alors cette réflexion : « Moi, je suis pour la vie. Je choisis la vie. » Le lendemain, elle est allée labourer la terre. Le jour où on a déterré les cadavres, elle a refusé d'aller reconnaître son fils. Et elle est allée travailler au champ. Lorsque mon père et mes oncles plus âgés sont arrivés de Nazareth, ils ont commencé à pleurer. Elle les a réprimandés : « C'est à moi de pleurer, pas à vous. Heureusement, vous êtes en vie. Je ne veux pas que la haine s'installe dans ma maison. Je ne veux pas parler de tout cela. » Et elle a interdit à mon père et à mes oncles d'exprimer leur révolte à la maison.

Quand on lui a proposé de rapatrier le corps du grand-père, qui avait été enterré par les Druzes du village où il avait été abattu, elle n'a rien voulu

palestinienne, avait pris, durant la seconde guerre mondiale, diverses initiatives pour protéger des Juifs de la déportation. Il hébergea le grand rabbin Solomon Ullmann chez lui et cacha le rabbin de Liège et sa famille dans un couvent. Il cacha également trois cents enfants et adultes juifs à Banneux. En 1981, il fut reconnu Juste parmi les nations par l'État d'Israël et un arbre est planté à sa mémoire dans le jardin du mémorial Yad Vashem, à Jérusalem.

⁸ Sur ce massacre, le réalisateur israélien palestinien Hisham Zreiq a réalisé un magnifique film documentaire intitulé *Les Bâtards d'Eilaboun*. Voir le site <http://www.sonsofeilaboun.com/> En fait, c'est une grosse trentaine de villages arabes de Haute-Galilée qui furent ainsi victimes de destructions et de massacres par l'armée israélienne, dans le cadre d'une opération d'envergure qui visait à vider la région de sa population arabe, ainsi que l'a révélé le livre de l'historien israélien Ilan PAPPÉ, *The Ethnic Cleansing of Palestine*, 2006.



entendre. Elle n'a jamais voulu connaître l'identité des tueurs, n'a jamais voulu entendre parler de vengeance. Au contraire, elle a imprégné toute sa famille de la vertu de pardon que lui inspirait sa foi : « Que Dieu leur pardonne ! », ne cessait-elle de nous répéter. Tout ce qu'elle a voulu savoir, c'est qu'elle avait choisi la vie et le pardon. Et elle nous a habitués à nous conformer à ce choix, à vivre toujours dans le dialogue et l'écoute. La seule fois où elle a parlé des événements, c'est juste avant sa mort, quand elle a demandé à être enterrée dans la même tombe que son fils, sans l'avoir jamais visitée. Cela a été pour

nous un enseignement : comment se comporter en êtres humains, en chrétiens devant la tragédie vécue par notre peuple ? Ma grand-mère était une femme très forte, très croyante, dans le style des vieilles mamans rurales. Elle nous a tous influencés, sauf deux de mes oncles qui sont devenus des communistes militants : l'un d'eux était chanteur, il avait une belle voix, et toutes les chansons qu'il chantait c'était des chansons patriotiques. Ma grand-mère a voulu inculquer à ses enfants et petits-enfants le refus de la haine et la culture du pardon. Nous avons vécu dans cette ambiance.

Pour une culture de l'échange et de la découverte de l'autre

Entré au séminaire à l'âge de 13 ans, je suis allé en France à 17 ans pour faire des études de philosophie et de théologie, pendant sept ans. Pour moi, ce fut une découverte de l'Europe, de l'Occident, de l'universalisme, de la laïcité à la française. Le jeune homme qui venait d'un pays où l'identité religieuse prévaut souvent, a découvert l'importance de se définir comme citoyen. Personnellement, j'ai pensé qu'Israël pouvait représenter une opportunité dans ce sens. Car à cette époque, la société israélienne était encore pétrie d'un idéal vraiment universel, l'idée que ce pays avait un rôle dans la promotion de la liberté, de la citoyenneté. Depuis la guerre du Kippour en 1973 et depuis que la droite a pris le pouvoir en Israël, on a hélas beaucoup régressé, sur bien des points. Sous les auspices du patriotisme et du religieux, en raison de l'influence des colons et des ultra-religieux au nationalisme exacerbé, on a assisté à un véritable effondrement de la pensée israélienne, celle des pères fondateurs d'Israël. Aujourd'hui, nous sommes dans une crise totale en Israël. La société est prisonnière de la droite et de l'extrême-droite au pouvoir, des religieux, d'un système électoral malfaisant. Mais il y a une opinion publique très importante, comme en Europe, peut-être même davantage. Dans le monde arabe qui nous entoure, il n'y a pas d'opinion publique. Quand nous écoutons



les radios ou regardons les télévisions du monde arabe, nous sommes complètement déçus. En revanche, quand on écoute les informations que le gouvernement israélien diffuse, même quand c'est des mensonges, on sent qu'il y a une opinion publique dans ce pays. Or personne parmi les Palestiniens n'a travaillé à la gagner. Personne. Moi, j'ai voulu justement ne pas me cantonner dans le sempiternel marchandage pour la paix, aligner des arguments pour persuader les Israéliens, puis pour persuader les Palestiniens. Parce que nous avons un peuple juif qui provient de 120 pays, habité d'une peur terriblement profonde, une peur pour son existence même. Tout ce qu'il fait aux Palestiniens, comment il agit et réagit, c'est surtout en fonction de cette peur. Je dis que les Palestiniens doivent comprendre cela, il faut emprunter le chemin de la compréhension et de la compassion, sinon nous sommes condamnés à un blocage total. J'ai essayé, à partir du moment où, en 1976, je suis devenu directeur d'école – le collège St-Joseph de Nazareth –, de faire ce travail au travers de la rencontre entre élèves. Pendant plus de trente ans, j'ai organisé des échanges entre élèves juifs et palestiniens. Durant trois ans d'affilée, les mêmes groupes se visitaient en famille. Dormir chez l'autre, manger avec lui, faire quelque chose ensemble, travailler, discuter. Tout cela était très beau, et on pouvait tomber d'accord sur des plans de paix avec les jeunes ou avec les professeurs. Du moins jusqu'à la deuxième Intifada, en 2000, où on a vu que la population israélienne avait complètement changé. Elle se sentait menacée dans son existence, dans sa vie. Toute discussion devenait impossible.

Aller à Auschwitz à l'écoute de la souffrance du peuple juif, dans une démarche de totale gratuité

Cela m'a amené à prendre l'initiative de proposer à des Arabes de partout, ne représentant aucune faction ni aucun parti politique, de faire une démarche de compréhension et de solidarité. C'est ainsi qu'est né le projet d'aller à Auschwitz. Mais comment partir avec des musulmans, des chrétiens, des juifs ? Ça été extrêmement difficile. On a rendu visite aux autorités palestiniennes, à Yasser Arafat et Mahmoud Abbas. Nous avons rencontré, en Jordanie, le frère du roi Hussein, le prince Hassan. Nous avons eu des contacts avec le grand écrivain palestinien Mahmoud Darwich. Des responsables égyptiens et libanais ont également été consultés. Partout, nous avons trouvé une oreille très attentive. Nous demandions : « En tant qu'Arabes, que pensez-vous d'une telle initiative ? » La réponse fut partout à peu près la même : « Vous, vous pouvez le faire ! Nous on ne le ferait pas ! » C'était très compréhensible. Finalement, nous avons fait ce voyage à Auschwitz : 500 personnes, 130 musulmans d'Israël, une cinquantaine de France et de Belgique, des Juifs de France et d'Israël, de nombreux chrétiens, des francs-maçons... tous à titre personnel. C'était une démarche risquée et compliquée dès le



Le pèlerinage juif, chrétien et musulman à Auschwitz, mai 2003. Photo Philippe Lissac.

départ, parce que nous étions déterminés à connaître de l'intérieur la souffrance juive, être avec le monde juif pour écouter cette histoire d'Auschwitz, et toute l'histoire juive. Car il faut bien savoir que les Orientaux ne connaissent pas cette histoire. Des musulmans me demandaient : « Nous n'allons tout de même pas demander pardon pour des crimes que nous n'avons pas commis ? » J'ai répondu : « Jamais de la vie. Nous sommes aussi des victimes ! » La démarche se voulait simplement humaine, spirituelle. Nous en avons donné la vraie mesure en précisant qu'elle était conçue dans un esprit de totale gratuité. Les Juifs ne seraient pas invités à faire quoi que ce soit en contrepartie. Nous ne leur demanderions rien. Ni la reconnaissance de la Palestine, ni la reconnaissance de la souffrance palestinienne, ni même la reconnaissance de notre histoire. Nous ne leur demanderions absolument rien. Nous voulions être dans cette solidarité totale, et totalement gratuite, avec la population juive. Parce que, pour moi, c'était l'essentiel de tout plan de paix et de réconciliation. On a peut-être proposé trente-six plans de paix depuis 1967. Aucun n'a marché, parce que le cœur n'y est pas. Il faut faire la réconciliation des cœurs et des âmes avant de signer tout traité de paix. Parce que nos peuples sont des peuples historiques, blessés dans leur corps, leur cœur, leur dignité, qu'il s'agisse des Palestiniens, des Arabes ou des Juifs. Tant qu'on ne rétablira entre eux aucune communion, aucune solidarité des mémoires, on ne pourra pas avancer. Et cela, ça demande un énorme travail de changement de mentalités. Construire la compassion et la confiance. C'est ce que nous avons essayé de faire. Et figurez-vous que cette option d'aller à Auschwitz dans un



esprit de totale gratuité, sans rien exiger en retour, a surtout bouleversé les participants juifs et a compliqué le voyage. Car ils se demandaient : « Mais à qui va profiter ce voyage ? Qui va sortir gagnant ? Ne serait-ce pas les Palestiniens en reconnaissant notre souffrance ? » Aussi, durant ce voyage, nous sommes-nous astreints à l'ascèse de la parole. On ne parlait pas de l'actualité, alors que quand nous étions à Auschwitz, en mai 2003, les Américains entraient dans Bagdad. C'était demander l'impossible aux participants arabes, mais aussi aux Juifs. Ce voyage a duré quatre jours. La plupart des participants étaient des adultes. Plusieurs Israéliens l'ont salué comme la plus grande initiative en faveur de la paix faite depuis 100 ans auprès du peuple juif. Les participants palestiniens en ont retiré l'immense fierté d'avoir pu dépasser leurs souffrances. Parce que nous souffrons, nous pouvons décider de dépasser nos souffrances et d'aller de l'avant, de sortir de la table des pour-parlers continuels qui s'accumulent en vain, jusqu'à la nausée. Nous sommes surtout revenus avec le sentiment d'avoir rencontré des hommes et des femmes, d'avoir découvert qu'être juif, musulman, chrétien, athée, ce n'est pas très important. L'important, c'est de reconnaître que l'autre est un être humain comme moi. Ce fut un travail de longue haleine. Nous ne sommes pas partis sur un coup de tête, le temps d'un scoop médiatique. On a préparé les participants pendant huit mois. Il y eut de nombreux week-ends de formation. Non pas à l'histoire de l'antisémitisme ou du nazisme. Mais la formation à l'écoute. Apprendre à écouter ce que les Juifs disent, qu'ils soient des rescapés ou bien leurs descendants de la 2^e, 3^e ou 4^e génération, qui pensent aujourd'hui être encore devant des nazis. Le transfert est fréquent : pour beaucoup de Juifs, les Palestiniens peuvent être assimilés à des nazis. Ou aujourd'hui, ils assimilent l'islamisme au nazisme. Il faut prendre cela en compte dans notre rapport aux Juifs. D'ailleurs, le reproche essentiel que j'adresse aux Palestiniens, notamment à Yasser Arafat, c'est qu'ils n'ont jamais essayé de comprendre la population israélienne ni de lui parler de ce qui l'angoisse. Jamais. Ça, c'est terrible. Nous en sommes toujours restés à opposer nos malheurs aux leurs. Qui est le plus victime, qui souffre le plus, qui est dans la situation la plus difficile ? La maman juive ou la maman palestinienne ? Cette question est vaine, elle ne conduit à rien.

Ni la guerre, ni le donnant donnant : la communion comme troisième voie
Malheureusement, l'Occident n'a rien fait pour nous aider à cheminer dans un chemin de vraie réconciliation. Depuis 40 ou 50 ans, nous en sommes restés à la même rhétorique des boutiquiers de la paix, des négociations stériles, non parce que la paix serait impossible, mais parce qu'on n'a pas parlé à qui il faut et là où il faut. C'est pour moi une raison de changer de paradigme, de renoncer à cette mentalité du « souk » : « Je te donne ceci, tu me donnes ça, tu me reconnais comme victime, je te reconnais aussi comme telle, etc. » Cette atti-

tude ne touche pas le cœur de la population juive, elle ne touche pas non plus le cœur de la population palestinienne. Ce changement de mentalité, je voulais que des Palestiniens en assument la responsabilité. Or nous souffrions alors beaucoup : il y avait eu la guerre de Jenine en 2002, et le siège de Bethléem. Précisément, je voulais montrer qu'au-delà ou même à partir de notre souffrance, nous pouvions accomplir ce geste-là, pouvoir écouter, ne rien dire, ne pas parler de notre douleur. Au retour, les participants juifs disaient ne pouvoir supporter cette gratuité. On s'est presque disputé parce qu'ils voulaient absolument nous donner en retour. Mais j'ai dit : « Qu'est-ce que vous voulez nous donner ? Dix tonnes de sucre ou trente de farine, et on sera quitte ? »

Au fond, il faut même refuser d'être « pour les Palestiniens » et « contre les Israéliens », ou vice versa. Cela ne mène à rien. En 1967, lors de la guerre des Six Jours, j'ai vu à Paris comment les journaux français réagissaient, comment ils prenaient parti pour le petit David israélien contre le Goliath arabe. En fait, vous le savez, c'était le contraire. Puis l'opinion européenne a plutôt changé d'avis sur la question, mais toujours avec la même attitude manichéenne. Et on en est toujours au même point. C'est tragique, car la question palestinienne est le nœud de tous les problèmes du Moyen-Orient, contrairement à ce que disent les Israéliens, qui veulent détourner le regard vers l'Iran. C'est la question palestinienne qui a fait émerger tous les autres drames du Moyen-Orient, le fanatisme islamiste, les guerres civiles actuelles en Syrie et en Irak, le terrorisme, etc. Or cette question palestinienne est une question non de politique, mais de justice. Ce que j'essaye de faire avec mes amis juifs, israéliens, c'est de prouver qu'on peut entrer dans une démarche de réconciliation, condition indispensable pour travailler ensuite à mettre en œuvre une solution juste... Qui passe certes par la reconnaissance du peuple palestinien, auquel on doit donner un pied-à-terre, un État. Il n'y a pas d'autre moyen. Ni les guerres, ni les bombes, ni aucune victoire militaire ne peuvent résoudre le problème palestinien.

L'écoute ou l'offensive ?

Question d'un auditeur : *Cette démarche de réconciliation que vous prônez, est-elle incompatible avec une position plus offensive, consistant par exemple dans le fait d'exiger des sanctions non contre le peuple israélien, mais contre son gouvernement, tant que la politique injuste d'Israël brime les Palestiniens. Car enfin, peut-on rester irénique quand on observe les violations du droit, les discriminations, les spoliations dont souffrent les Palestiniens des « territoires » que nous venons de rencontrer ?*

Il n'y a pas de contradiction entre les deux attitudes. Elles sont complémentaires. Mais il faut bien prendre en compte la réalité des Israéliens, peu importe qu'ils soient de gauche ou de droite, clivage en fait peu pertinent. Le peu-



ple israélien vit une crise très grave, qui est celle de l'identité juive. Même les juges en Israël n'arrivent pas à opposer certaines décisions ou lois aux forces qui, à l'intérieur de cette terre, les contestent au nom de la tradition religieuse, de l'identité juive du pays... Netanyahu est le seul dans le monde avec l'Arabie saoudite à considérer que l'accord avec l'Iran sur le nucléaire est mauvais, parce qu'il est à terme dangereux pour l'existence d'Israël. 70 % des Israéliens sont d'accord avec lui. Voilà le problème. C'est qu'il y a cette unité dans le sentiment identitaire juif qui s'exprimera si vous voulez prendre des sanctions contre l'État d'Israël. On peut évidemment prendre des sanctions. Encore faut-il qu'elles soient sérieusement efficaces : ainsi, pendant la dernière guerre à Gaza, il aurait fallu que les Européens rappellent tous leurs ambassadeurs. Cela aurait été un moyen de pression autrement réel que le boycott des sardines ou des oranges israéliennes par un boutiquier de Bruxelles ! Mais ces sanctions génèrent chez les Israéliens de la haine et augmentent leur agressivité. Ainsi, tout le mouvement qui a poussé les universités du Royaume-Uni à refuser toute collaboration avec les universités israéliennes a coalisé l'ensemble des Israéliens contre le prétendu antisémitisme britannique. Il faut donc se poser la question de la véritable utilité de ces sanctions. C'est la raison pour laquelle, sans prétendre que c'est le seul moyen d'action, je privilégie ce qui est à même de favoriser d'abord la réconciliation et la libération des consciences. Quand nous sommes allés à Auschwitz, nous avons libéré des consciences juives : ces Juifs qui nous accompagnaient se sont rendu compte qu'on les écoutait, et que cette écoute compatissante les mettait en face d'être humains qui, par leur seule présence, questionnait leur conscience juive. Au demeurant, l'Europe a-t-elle jamais pris des sanctions vraiment significatives contre Israël ? Elle a toujours opté pour de petites réactions timides, rien de comparable à la pression qu'elle a mise, par exemple, sur le régime d'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Je comprends et partage la souffrance de mes frères palestiniens dans les territoires et à Gaza, mais il n'y a selon moi aucune issue pour eux, si ce n'est une véritable *métanoïa*, « conversion » des deux peuples, un changement profond de mentalités... C'est un travail de très longue haleine, qui ne peut progresser que doucement.

Le changement des mentalités passe par l'éducation

Question : *Et l'école dans tout cela ? Vous soulignez bien que le changement des mentalités, c'est un projet qui ne peut se concrétiser que dans la durée... Le voyage que vous avez organisé, ce ne fut qu'une brève expérience de quatre jours, même si le temps de préparation a été long. Pour que les mentalités évoluent et que les deux peuples entament ce chemin de réconciliation, l'école ne serait-elle pas le lieu privilégié de l'approche de l'autre, de son histoire, de ses peurs et de ses espérances ?*

C'est justement une des actions que j'ai menées. J'ai été directeur d'école pendant 36 ans. Je n'ai cessé d'œuvrer, à l'intérieur du système scolaire, pour faire entrer l'*autre*, avec tout ce qu'il est. Ce fut notamment par le moyen d'échanges entre groupes d'élèves, avec une école de Jérusalem et une autre à Haïfa. Les élèves juifs allaient dormir dans une famille arabe à Nazareth, et inversement. Il ne s'agissait pas seulement d'activités communes, mais de vivre ensemble pour se rendre compte à quel point l'autre est comme moi. L'éducation est évidemment le moyen principal de la reconnaissance de l'autre, par conséquent de la réconciliation. Malheureusement, autant Israël était libéral au départ, autant depuis quelques années, le système scolaire israélien s'est rivé sur un discours identitaire. Les Israéliens ont eu beau jeu d'attaquer le système scolaire palestinien, parce que dans quelques manuels palestiniens il y a des images très négatives du Juif ou des invitations à l'agressivité, des justifications de l'antisémitisme, des appels à l'anéantissement d'Israël. Mais si l'on étudie les manuels d'histoire qui sont proposés aux enfants juifs, le constat est bien plus affligeant. C'est une éducation vraiment « militaire », nationaliste, ultra-identitaire qu'on dispense aux enfants juifs de 12-14 ans, pour les préparer dès cet âge à leur service militaire. Il y a instrumentalisation de l'histoire des deux côtés, caricature de l'autre peuple, mais l'image du Palestinien qu'on forge dans les esprits des écoliers israéliens est particulièrement lamentable⁹.

Refuser l'analogie induite entre la shoah et la nakba

Question : Souvent, on a tendance à comparer ce qu'Israël fait avec l'apartheid ou avec l'holocauste. Comment ce peuple qui a tant souffert peut-il imposer une souffrance analogue à un autre peuple ? Mais ne pensez-vous pas que cette analogie facile doit être dénoncée ? Ce que fait Israël au peuple palestinien n'est tout de même pas du même ordre que ce qu'a vécu le peuple juif du fait des nazis, non ?

⁹ La propagande israélienne a beaucoup insisté sur le fait que des manuels scolaires palestiniens sont antisémites et porteurs d'un discours de haine, mais les études de Nurit Peled-Elhanan, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, qui a examiné des douzaines de manuels scolaires israéliens publiés depuis les années 1990, montrent que la plupart véhiculent eux aussi de scandaleux préjugés racistes à l'encontre des Palestiniens et déforment l'histoire à cette fin. Née en 1949, Nurit Peled-Elhanan est la fille de Matti Peled, un général de l'armée israélienne qui s'est opposé à la politique de colonisation. Après avoir perdu sa fille de 14 ans dans un attentat kamikaze palestinien, elle a fondé l'association israélo-palestinienne des Familles endeuillées pour la paix. Elle a reçu le prix Sakharov en 2001 comme représentante de « tous les Israéliens qui prônent une solution négociée du conflit et revendiquent le droit à l'existence des deux peuples et des deux États avec des droits égaux ». Ce prix fut partagé avec Izzat Ghazzawi, un professeur de littérature palestinien militant aussi pour la paix malgré la perte d'un fils dans le conflit.



À vrai dire, ceux qui ont commencé à faire cette analogie, ce sont les Juifs eux-mêmes. Ils y recourent tout le temps : « Nous sommes venus dans ce pays après le génocide et nous l'avons fait payer aux Palestiniens par la *nakba*¹⁰. » Et les Palestiniens en retirent l'idée qu'ils sont eux aussi victimes d'un génocide. Mais en fait, le Palestinien ne sait pas ce qu'est un génocide. Pour lui, c'est un fait de guerre comparable à ce que les Russes ont connu à Stalingrad. Une hécatombe due à un conflit. Comme il y a eu beaucoup de victimes palestiniennes du conflit israélo-arabe, les Palestiniens parlent de « génocide du peuple palestinien ». Il est incontestable qu'il y a eu un nombre insupportablement élevé de morts dans la population palestinienne, du fait du conflit et de l'occupation, mais jamais Israël n'a commis de génocide ou n'a eu de politique génocidaire. Jamais. Mais c'est la réaction instinctive de la victime : « Vous avez été victimes d'Hitler, nous le sommes de Sharon ! ». En fait, la population palestinienne, notamment du fait qu'un grand nombre de Palestiniens sont des réfugiés, des déracinés, n'a pas une conscience claire de son histoire. Par exemple, elle ne veut pas entendre parler de la trahison du monde arabe, de l'utilisation qu'il a faite de la question palestinienne jusqu'à aujourd'hui. Rares sont les Palestiniens qui font une étude approfondie de leur responsabilité dans ce qui s'est passé, de la responsabilité du monde arabe, et du caractère artificiel des attaques continues contre l'Occident, comme si c'était exclusivement ce dernier qui avait créé le problème. Trop souvent, le Palestinien est sensible aux sirènes des théories du complot : comme aujourd'hui, quand il croit que l'État islamique en Irak et en Syrie est une création des États-Unis et du Qatar ! On ne s'en sort pas. Les Palestiniens, par leur ignorance de la mentalité juive et de la mentalité de l'Occident, sont incapables d'un raisonnement cohérent qui leur permettrait de mieux dialoguer. C'est facile, évidemment, d'établir une analogie entre la *shoah* et la *nakba* ! Mais cela avance à quoi ? Regardez les Israéliens : à la suite de la mort de 72 soldats tués lors de la dernière guerre de Gaza, ils ont mis sur pied un comité pour analyser les causes de ce que l'armée vit comme un « tremblement de terre ». Chez les Palestiniens, on ne sait que crier « Victoire, victoire, victoire ! », quel que soit le nombre de victimes. Vous verrez que l'analyse intellectuelle et historique de la situation à Gaza poussera les Israéliens à traiter avec le Hamas ; ils vont lâcher Abou Mazen. Ils feront la paix avec le Hamas pour 15 ans. Et Mahmoud Abbas aura beau dire : « Je suis là, je suis là... », rien n'y fera. Les Israéliens, depuis toujours, entretiennent sagement la déraison arabe. Elle les arrange. Malheureusement, le monde arabe est très pauvre intellectuellement. Le grand mystique musulman Ibn Arabi disait que l'homme n'est ennemi que de ce qu'il ignore. Nous sommes en plein dans ce schéma-là, dans cette impasse de l'ignorance, de la cécité historique.

¹⁰ La « catastrophe », terme arabe désignant l'expulsion des Palestiniens en 1948.

Mais vis-à-vis des Juifs, le gouvernement israélien joue aussi sur l'ignorance. Ainsi, Netanyahu, lorsqu'il parle d'un terroriste, dit toujours « un terroriste islamique », voulant créer l'amalgame et faire de tout musulman un terroriste en puissance. Mais regardez l'histoire d'Israël et de son service secret : ils n'ont cessé de pratiquer le terrorisme, un terrorisme d'État pire encore que celui des jihadistes. Ce qu'il manque aux deux camps, c'est des outils de l'intelligence et du cœur pour oser une troisième voie autre que le conflit ou la négociation de « souk ». Ils sont face à face, mais il n'y a jamais de rencontre. Ceux qui devraient favoriser celle-ci, c'est les puissances européennes et l'Amérique. Mais l'Occident n'a ni la lucidité ni l'audace de s'engager en ce sens.

Pourquoi l'écoute gratuite, sans exigence préalable de contrepartie ?

Question : J'avoue ne pas comprendre pourquoi, lorsque vous avez été à Auschwitz, vous n'avez pas voulu qu'on parle de la souffrance palestinienne. Moi je crois que la souffrance doit être dite pour ne pas rester comme une pierre dans le cœur. Après l'écoute du trauma de la shoah vécu par les Juifs, les Palestiniens n'étaient-ils pas en droit de parler aussi de leur propre trauma ? Par ailleurs, est-ce qu'il y a eu des retombées durables de votre initiative ? Est-ce que les jeunes qui y ont participé se parlent et se rencontrent encore ?

Tout d'abord, et pour répondre d'une manière un peu détournée à votre étonnement, je vous dirai que la *shoah* n'est pas le monopole des juifs. Même si c'est des juifs qui ont été exterminés, ils n'ont pas le monopole de la condamnation de ce qui fut un crime contre l'humanité. Puisque la *shoah* fut un crime contre l'humanité, je suis concerné. Les Palestiniens sont concernés. Lorsqu'ils sont à l'écoute de la mémoire de ce crime, c'est aussi implicitement leur souffrance en tant qu'êtres humains qui est concernée.

C'était ça également le message de notre initiative. Le fait pour des Palestiniens musulmans ou chrétiens d'aller à Auschwitz avec des Juifs, d'écouter de la bouche de rescapés, ou de leurs descendants de la 2^e, 3^e voire 4^e génération, ce qu'ils ont vécu et ce qu'ils vivent maintenant, signifiait qu'ils n'étaient pas « désolidaires » de cette tragédie. Il y avait dans notre démarche cette idée de proclamer que la *shoah* est quelque chose d'universel, qui a touché toute l'humanité, y compris l'humanité palestinienne... Partout, nous pouvons trouver des nazis, partout il existe des criminels qui massacrent, tuent, déshumanisent l'homme. Je voulais dire aux Juifs qu'ils ne doivent pas considérer les Arabes comme des continuateurs de ceux qui ont voulu faire disparaître les Juifs en tant que Juifs, mais qu'héritiers comme eux de la foi d'Abraham, les Arabes sont porteurs comme eux de valeurs d'humanité. Voilà pourquoi on s'est centré durant le voyage sur cette tragédie-là, en refusant d'évoquer en parallèle le drame du peuple palestinien. Ce fut une « ascèse de



la parole », à laquelle beaucoup ont évidemment eu de mal à adhérer dans un premier temps, et je comprends votre perplexité. « Comment ! On va les écouter et, nous, ne pas parler de notre souffrance ? » Mais je crois pour ma part que quelqu'un qui souffre, s'il écoute la souffrance de l'autre sans lui exposer la sienne, il entre dans une expérience de communion et de solidarité qui fait qu'en réalité sa propre souffrance est présente dans son non-dit. On n'a pas du tout parlé du passé palestinien ni de l'actualité, or il y avait de quoi : on était alors dans un contexte de nouveau particulièrement violent au Proche-Orient. Mais nous ne voulions pas que chacun ait son narratif : « Ton histoire, c'est ça, mais moi c'est tout aussi horrible, ma souffrance vaut bien la tienne... ». Cela n'aboutit à rien. D'autant que beaucoup de Juifs, notamment grâce à leurs « nouveaux historiens », savent très bien ce qui s'est passé. Ils n'ont pas besoin qu'on le leur dise. Selon les sondages, 45 % des citoyens d'Israël estiment que l'injustice faite aux Palestiniens lors de la création de leur État doit être reconnue. Ils savent bien qu'il y a une sorte de péché originel lié à la naissance de leur État. Mais cette reconnaissance leur fait peur. Si l'on reconnaît que les Palestiniens ont été expulsés de leurs terres par la force, ne faudra-t-il pas leur concéder le droit au retour ? Pourrait-on se contenter d'indemnités matérielles et financières ? Mais le retour est impossible. Sinon, c'est la survie même de l'identité juive d'Israël qui est en jeu.

Nous devons décanter le conflit, non l'entretenir. Si chacun parle de sa souffrance et de son point de vue, on n'avance pas. Les deux mondes ont une autre lecture de l'histoire, même s'ils ont des positions analogues sur certains points. Cela aboutit tout le temps à des luttes ou des coupures. Il n'y a pas de résultat positif. C'est la raison pour laquelle quand j'ai organisé ce voyage, l'idée était de ne pas sacrifier à cette chaîne sans fin. Le changement essentiel que je voulais impulser, c'était que moi, en tant que Palestinien, membre d'une famille ayant compté des victimes de la brutalité d'Israël, j'étais capable d'écouter la souffrance, l'angoisse du peuple juif, sans vouloir lui répliquer par ma propre histoire. Parce que, si je lui raconte celle-ci, on va s'engager dans une surenchère de nos mémoires douloureuses respectives. Il faut éviter momentanément d'entrer dans ce schéma de surenchère. Le mot « momentanément » est important, bien sûr. Mon écoute est évidemment une invitation à ce que, dans un second temps, l'autre fasse la même démarche à mon égard. Mais pas dans l'immédiat, pas dans l'émotivité...

Vous me demandez ce qui est resté de cette expérience. Tout d'abord, je voudrais relever que la majorité des participants n'étaient pas des jeunes, mais des adultes. Nous avons pensé limiter le nombre de jeunes, parce que leurs positions risquaient d'être trop radicales, conditionnées par la tradition familiale qu'ils ont profondément assimilée et qu'ils n'ont pas eu le temps de passer au crible de leur propre expérience. La plupart des participants étaient des adultes, peut-être mieux à même de prendre de la distance par rapport aux sché-

mas traditionnels qui opposent Juifs et Arabes. Il faut savoir que le voyage s'est déroulé dans une ambiance de profonde communion, de solidarité totale : les Arabes présents ont découvert pour ainsi dire dans leur chair, l'horreur des camps. Ils ont littéralement passé des heures à pleurer. Ce fut aussi comme une expérience de guérison pour les Juifs, car huit rescapés nous accompagnaient, qui n'étaient jamais retournés auparavant à Auschwitz mais ont accepté de le faire uniquement parce que c'était avec des Arabes. Quinze ans plus tard, une trentaine de groupes continuent à se rencontrer régulièrement. Beaucoup de Juifs qui ont fait cette démarche se sont mis à écouter à leur tour la souffrance des Palestiniens. L'exigence de réciprocité immédiate ne conduit à rien. Seule l'écoute de l'autre engendre à terme la communion mutuelle.

Des initiatives analogues du côté juif ?

Question : *Y a-t-il des initiatives analogues du côté juif ?*

Oui, ça existe. Mais cela se limite souvent à des rencontres où on évite les sujets qui fâchent. Je peux évidemment rencontrer un Juif, manger du houmous avec lui, vivre le *seder* de Pessah chez lui, dans une très grande cordialité et humanité. Mais dès qu'on se hasarde à dialoguer de la situation, les gens se crispent. C'est pourquoi il faut oser des rencontres d'un autre ordre, comme nous avons essayé de le faire, dans une démarche humaniste, spirituelle, en croyant avant tout en l'homme. Je dois ajouter qu'hélas, s'il y a certaines initiatives vraiment remarquables, il y en avait davantage dans le passé. Le mouvement pour la paix s'est effondré en Israël. On est maintenant dans une période de terrible crispation identitaire. Et les obsessions majeures des Israéliens sont la consommation et la sécurité.

Comment s'écouter quand on ne parle pas la même langue ?

Question : *Vous insistez sur l'écoute. Mais Juifs et Arabes d'Israël parlent-ils la même langue ?*

Très bonne question. Les Arabes israéliens parlent tous l'hébreu et l'arabe. Seulement 5 % des Juifs parlent l'arabe. Et il n'y a aucun enseignement obligatoire de l'arabe dans les écoles juives. C'est une faiblesse, un manque terrible pour eux, car ils ne savent ni écouter ni comprendre les Arabes. Alors que les Palestiniens, même ceux de Gaza, parlent hébreu. Il n'y a jamais eu de guerre des langues ici. Les Palestiniens sont heureux de parler trois, quatre ou cinq langues. En outre, l'hébreu que parlent les Israéliens est une langue artificielle, créée par le mouvement sioniste, ce n'est pas l'hébreu de la Bible. La population juive continue à parler aussi les langues de ses pays d'origine, le marocain, le yéménite, le yiddish, le russe, etc., mais malheureusement pas l'arabe, du moins pas l'arabe palestinien.



L'évolution malgré tout inquiétante du rapport de force

Question : *Moi qui suis chrétien, je ne peux qu'être admiratif devant votre démarche, qu'on sent inspirée par les valeurs évangéliques. Je comprends bien que vous refusez par principe tout rapport de force avec l'autre, en l'occurrence le Juif. Or je suis persuadé que vous savez que ce rapport de force existe, et qu'il y a une véritable course contre la montre qui est engagée. La tendance est à l'accentuation du rapport de force en faveur d'Israël, notamment sur le plan de l'occupation du sol par les colonies, qui semble de plus en plus irréversible. Cette accélération ne vous fait-elle pas peur, eu égard au fait que votre action à vous ne peut produire des fruits que sur le long terme ?*

Premièrement, je suis persuadé que le rapport de force restera en faveur d'Israël tant que Palestiniens et Israéliens seront seuls face à face. Parce que, justement, la force d'Israël est trop grande : tout vrai dialogue est faussé. Seule la présence d'un tiers acteur, en l'occurrence l'Occident, peut infléchir ce rapport. Les Palestiniens, c'est un peuple de réfugiés, des gens qui ont besoin de boire et de manger, qui ne sont pas organisés socialement. Le monde arabe qui aurait dû les soutenir les a lâchés, et le monde juif est une grande internationale : les Juifs ont l'intelligence pour eux, la puissance économique, un réseau international d'une efficacité extraordinaire. Quand Netanyahu se met à une table de négociations face à des Palestiniens, il a toute la communauté juive mondiale derrière lui, l'Occident et les Américains... Qu'est-ce que vous voulez qu'un homme comme Abou Mazen puisse faire contre cela ? Le président palestinien est un homme de grande qualité, mais il est impuissant, n'a aucune possibilité d'avoir l'initiative, et les Israéliens peuvent à tout moment le disqualifier. Si la communauté internationale voulait vraiment imposer la solution très simple de deux États, on pourrait régler le problème très vite. Mais Israël veut tout. La paix, mais sans concession. L'Arabie saoudite a proposé quelque chose d'extraordinaire au sommet de la Ligue arabe à Beyrouth en mars 2002 : les pays musulmans étaient prêts à reconnaître Israël dans ses frontières de 1967, si Israël se retirait des territoires occupés (Cisjordanie, bande de Gaza, Golan) et créait l'État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale. N'était-ce pas la solution simple, logique, juste et rationnelle pour parvenir à la paix ? Malgré le soutien du bout des lèvres de l'Union européenne, ce plan saoudien s'est en fait vu opposer une fin de non-recevoir...

Un seul État binational, judéo-palestinien... Solution ou utopie ?

Question : *Mais la solution à deux États ne va-t-elle pas à l'encontre de votre idéal ? Un État binational judéo-arabe, comme vous l'expérimentez en fait en Israël, ne serait-il pas plus conforme à votre idéal humaniste et au projet de certains pères fondateurs d'Israël, tel Chaïm Weizmann lorsqu'il dialoguait avec le prince hachémite Fayçal sur l'avenir de la région ?*

Nous cherchons une solution pour les cinquante années à venir. Aujourd'hui, dans le cœur du peuple juif, il y a une volonté très claire d'avoir un État qui soit exclusivement à lui. Les tensions à l'intérieur de cet État peuvent se révéler terribles, entre religieux et non religieux, occidentaux (ashkénazes) et orientaux (sépharades), etc. Mais il y a cette soif qui existe dans leur imaginaire : un peuple juif, un État juif. Même chose chez les Palestiniens. Ils veulent leur État, leur drapeau, leur hymne national... J'avais dit à Yasser Arafat : « Ne cherchez pas à construire un État avec des frontières et tout ce qui s'ensuit. Contentez-vous des trois ministères de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Cela suffirait provisoirement à votre peine et à votre dignité. Travaillez 25 ans dans ces conditions, et vous verrez ensuite comment progresser vers un État ! » Non, on a commencé la construction de l'État palestinien en mettant au premier plan la revendication de Jérusalem comme capitale. Or tous les nœuds sont là-bas. On peut rêver à toutes sortes de belles idées. Il faut accepter ce que les deux peuples veulent aujourd'hui. Chacun veut un État indépendant. Quant à l'État d'Israël, même si les Juifs permettent à des Arabes d'y vivre et s'ils se comportent avec eux assez convenablement, ce n'est pas un État binational. C'est un État national juif qui accepte des non-juifs en son sein, tout simplement parce qu'on a besoin d'eux. Vous savez, quand tout s'arrête pour le shabbat, il faut bien des *goyim*, des non-juifs, pour continuer à faire tourner la boutique. Maintenant, on peut se demander, vu l'évolution actuelle du monde arabe, s'il y aura jamais un État palestinien. Ne va-t-on pas plutôt vers deux États, l'un à Gaza, l'autre en Cisjordanie ? Y a-t-il jamais eu, du reste, des États arabes ? On a créé des frontières après la première guerre mondiale et le délitement de l'empire ottoman, mais en a-t-il jamais émergé de vrais États ? Plutôt des conglomerats tribaux et communautaires, qui sont en train de se défaire sous nos yeux, dans le chaos le plus total...

Émile Shoufani

LE P. SHOUFANI DÉVELOPPE L'AIDE AUX FAMILLES CHRÉTIENNES ARABES DE NAZARETH QUI ONT DES DIFFICULTÉS À PAYER LES FRAIS DE SCOLARITÉ DE LEURS ENFANTS. SI VOUS VOULEZ LE SOUTENIR DANS CETTE INITIATIVE, VOS DONS SONT ATTENDUS SUR NOTRE COMPTE BE 48 0015 1620 0027 AVEC LA MENTION « ENFANTS DE NAZARETH ».

S

piritualité

BÉATIFICATION DE L'ÉVÊQUE SYRIEN CATHOLIQUE FLAVIEN MICHEL MELKI, VICTIME DU GÉNOCIDE DES ARAMÉENS DE TURQUIE EN 1915

Notre boursier syrien, étudiant à la Katholieke Universiteit Leuven, Dibo Habbabé, a assisté à la cérémonie de béatification de l'évêque martyr Mgr Flavien Michel Melki, le 29 août dernier au Liban. De cet événement, nous vous proposons ici la relation émouvante signée par Fady Noun dans l'excellent journal libanais L'Orient le Jour.



C'est dans un hallucinant sentiment d'assister à une répétition, et même à une continuité de l'histoire, que l'évêque syro-catholique Flavien Michel Melki a été déclaré bienheureux le samedi 29 août, au cours d'une cérémonie religieuse au couvent d'al-Cherfé (Harissa). La proclamation a été faite un siècle et un jour après l'assassinat de l'évêque en raison de sa foi, dans la foulée du génocide de 1915 perpétré par les Ottomans. La cérémonie de béatification, qualifiée d'« historique » par le patriarche Ignace Youssef III Younan des syro-catholiques, qui a présidé la cérémonie, intervient quelque quatre mois après l'évocation pour la première

fois par le pape du terme « génocide » pour qualifier le massacre des Arméniens il y a 100 ans. Né en 1858 à Kalaat Mara (proche de Mardine, dans l'actuelle Turquie)¹¹, Mgr Melki vit son église saccagée et brûlée durant les massacres de 1895, et sa mère assassinée. Ordonné en 1913 évêque de Mardine et de Gazarta (l'actuelle Cizre dans le sud-est de la Turquie), Mgr Melki vivait dans une extrême pauvreté : il avait même vendu ses parements

¹¹ Ndlr : Sa famille était syriaque orthodoxe, et il entra en 1868 au monastère de Deir ez-Zafaran. Mais il se rapprocha ensuite de l'Église syriaque catholique, dans laquelle il fut ordonné prêtre, à Alep, en 1883.

liturgiques pour secourir les pauvres. Au cours de l'été 1915, alors qu'il se trouvait loin de son diocèse, il avait décidé d'y retourner rapidement après avoir appris que des violences s'abattaient bientôt sur sa ville, afin de soutenir ses fidèles. Aux supplications que lui adressaient ses amis, désireux de le faire sortir de Turquie et de le conduire dans un endroit sûr, Mgr Melki répétait : « Jamais ! Mon sang, je le verserai pour mes brebis. » Il est arrêté le 28 août aux côtés de l'évêque chaldéen Jacques Abraham, et les deux religieux sont exhortés à se convertir à l'islam. Ils refusent : Mgr Abraham est tué d'un coup de fusil tandis que Mgr Melki, alors âgé de 57 ans, est frappé jusqu'à ce qu'il perde connaissance, avant d'être décapité. Son corps sera jeté dans le Tigre. Le nouveau bienheureux est le second évêque oriental à être reconnu officiellement par le Vatican comme martyr « in odium fidei » (« en haine de la foi »). En 2001, Jean-Paul II avait béatifié dans les mêmes conditions Mgr Ignace Maloyan, archevêque arménien-catholique de Mardine (Turquie), dans un effort pour valoriser son sacrifice et encourager les fidèles de son Église à rester attachés à leurs terres.

Le martyr de saint Jean-Baptiste

La cérémonie s'est tenue en présence des trois patriarches maronite, grec-melkite catholique et arménien-orthodoxe, Béchara Raï, Grégoire III et Aram I^{er}, de représentants de tous les patriarches orientaux ainsi que des nonces apostoliques au Liban et en Syrie, Gabriele Caccia et Mario Zenari. C'est le préfet de la Congrégation pour les causes des saints, le cardinal Angelo Amato, qui a lu la bulle papale conférant à l'évêque martyr le titre de bienheureux. Dans l'esprit de tous ceux qui assistaient à la cérémonie, le lien entre le génocide de 1915 et les communautés chrétiennes de Syrie et d'Irak actuellement persécutées, décimées ou contraintes à l'exil, est éclatant. Dans son homélie, le patriarche Younan a relevé que, par une coïncidence extraordinaire, la béatification de Mgr Melki intervient le 29 août, date à laquelle l'Église catholique commémore la décapitation de Jean-Baptiste. Faisant le lien entre le génocide de 1915 et ce qui se passe aujourd'hui, en particulier en Syrie et en Irak, le patriarche a affirmé qu'au « pourquoi ? » lancé au ciel par tant de fidèles, il n'y a pas d'autre réponse que celle que l'on peut recevoir dans la foi. « Le secret de la souffrance, a-t-il dit, ne se comprend pas. Il s'accepte dans l'esprit du Christ. » Le génocide de 1915 a pratiquement effacé la présence des syro-catholiques en Turquie, a-t-il fait valoir. Sur les 80 millions de Turcs, il n'y a aujourd'hui, au mieux, que 50 000 fidèles de l'Église syriaque-catholique, désormais considérée comme l'une des plus petites Églises orientales.

L'attentat de 2010 contre la cathédrale de Bagdad

Au passage, et dans un continuel va-et-vient entre hier et aujourd'hui, le prélat a annoncé qu'une nouvelle cause de béatification serait introduite par son



Église en 2016, celle des 48 victimes de l'attentat à la bombe perpétré il y a cinq ans (2010) contre la cathédrale Notre-Dame du Perpétuel Secours à Bagdad, en pleine messe dominicale. Et d'évoquer aussi le déracinement des chrétiens de Mossoul et de la plaine de Ninive, ainsi que l'enlèvement récent de 200 familles à Qaryatayn (Homs), sans parler de celui du prêtre Jacques Mourad, dont on était alors sans nouvelles, ni de la destruction du monastère Mar Élian, remontant au 5^e siècle. Cela ne veut pas dire, aux yeux de la forte personnalité qu'est le patriarche Younan, que l'on doive se résigner au fait accompli. Comme il ne manque pas de le faire, chaque fois qu'il parle en public ou s'adresse aux médias, le chef de l'Église syro-catholique a eu des mots sévères pour dénoncer la passivité de grandes puissances « qui se vantent de défendre les libertés » et qui abandonnent à leur sort des populations « qui avaient pris le risque de rester ». Il n'a pas manqué de souligner que ce sont tous les chrétiens d'Orient, chaldéens, assyriens, maronites, melkites, arméniens qui sont menacés, et non seulement les syro-catholiques, et que « lorsque la persécution n'est pas physique, elle est morale ». Le patriarche Younan reprochera en outre aux grandes puissances de se dérober à leur devoir d'hospitalité, alors qu'elles laissent généreusement envahir un aussi petit pays que le Liban, et s'interroge : « Où donc est partie la conscience du monde ? » Au sujet du Liban, le prélat s'en prend à « la légèreté avec laquelle certains dirigeants libanais bradent leurs devoirs et leur pays », quand ils auraient pu « rassurer les chrétiens du Liban et de tout l'Orient, en élisant un président de la République ». La cérémonie religieuse a été marquée, par ailleurs, par le chant d'un hymne composé en l'honneur du nouveau bienheureux et la présentation d'une icône et d'un buste qui le représenteront officiellement aux fidèles. Sa fête liturgique a été fixée au 28 août, jour de son martyre.

L'hommage du Pape

Le lendemain de la béatification, le pape François a exalté l'exemple de l'évêque martyr Melki, en affirmant qu'il apporte « consolation, courage et espérance » aux chrétiens persécutés du Moyen-Orient. « Dans le contexte d'une terrible persécution contre les chrétiens, il aura été un défenseur infatigable des droits de son peuple, exhortant tous à demeurer fermes dans leur foi. Aujourd'hui, au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde, les chrétiens sont aussi persécutés », a observé le Pape lors de l'Angélus dominical sur la place Saint-Pierre. Il a demandé « aux législateurs et gouvernants » de la région d'assurer la liberté religieuse et à « la communauté internationale de faire quelque chose » pour mettre fin aux violences.

L

u pour vous

La terre en Palestine/Israël. Une vérité à deux visages, par **Patrice Sabater**, préface d'Antoine Sfeir et postface de Samir Khalil Samir, Domuni Press et Presses universitaires de l'Institut Catholique de Toulouse, 2015, 354 p., 22 €.

L'auteur, franco-espagnol, familier de l'Orient, est lazariste, fondateur de l'association « Béthanie-Lumières d'Orient », que nous avons aidée à mettre sur pied cet été le camp-chantier de Bkarkacha (Liban), au cours duquel des jeunes bénévoles européens et libanais ont rénové 6 maisons de ce pauvre village de la vallée de la Qadisha (cf. <http://www.bethanie-lumieresdorient.com>). Ce livre veut montrer que le conflit israélo-palestinien ne peut se réduire à un affrontement entre le judaïsme et l'islam. C'est le rapport concurrent de deux peuples à la même terre de Palestine, rêvée, revendiquée ou spoliée, qui est le ressort de cette guerre, matrice de toutes les crises du Moyen-Orient depuis sept décennies et de l'épouvantable chaos actuel. Comme le P. Shoufani, l'auteur estime que la résolution du conflit ne pourra passer que par la prise en compte par chaque peuple de la souffrance de l'autre, en se libérant des mythes (scripturaires, théologiques, historiques...) qui les ont conduits à une impasse. Pour en sortir enfin, Palestiniens et Israéliens, envers lesquels P. Sabater nourrit une pareille empathie, doivent se dégager du poids de l'imaginaire et de l'émotionnel obstruant la voie du dialogue pacificateur, peut-être en se référant à la figure fédératrice d'Abraham, leur père commun. Dans ce processus, les chrétiens palestiniens ont un rôle spécifique à jouer, sur lequel l'auteur s'attarde (p. 237-47), en se fondant notamment sur l'excellent document du groupe œcuménique *Kairos* publié en décembre 2009. C.C.

Taybeh, dernier village chrétien de Palestine, par **Falk van Gaver** et **Kassam Maaddi**, Monaco, Éditions du Rocher, 2015, 192 p., 17,90 €.

À une trentaine de kilomètres au nord de Jérusalem, Taybeh est le dernier village de Palestine dont les quelque 1 300 habitants sont tous chrétiens. La tradition locale rattache cette singularité au fait que selon l'évangile de Jean (11, 14), c'est à Ephraïm – ancien nom biblique du bourg – que Jésus se réfugia peu avant d'affronter sa passion. À proximité, la colonie juive d'Ophra (variante d'Ephraïm) ne cesse d'étendre son emprise sur des terres usurpées, protégée par la base militaire israélienne juchée au sommet du Tell-Assour, la plus haute montagne de Judée-Samarie. La localité devrait son nom arabe, Taybeh el-Essem, « De bon renom », à une marque de sympathie du sultan d'Égypte Saladin, après qu'il eut reconquis Jérusalem sur les croisés (1187). Aujourd'hui, Taybeh est aussi réputée pour la bière du même nom qu'y brasse depuis 1994 la famille Khoury, revenue de diaspora. Journalistes tous deux, F. van Gaver et son ami K. Maaddi, originaire du village, donnent ici une chronique superbement écrite où, au fil des saisons et des fêtes (dont – bière oblige ! – une étonnante Oktoberfest aux allures munichoises), on communie à la vie quotidienne de ces chrétiens latins, melkites ou orthodoxes, entre société musulmane et occupation israélienne. S'y mêlent les souvenirs d'un passé tissé de douleurs et d'espérance, parmi lesquels celui de Charles de Foucauld, qui vint faire « retraite à Ephrem » en 1898, dans les pas du Christ avant sa dernière montée à Jérusalem. C.C.

É

chos du proche-orient chrétien

Le rabbin Alon Goshen-Gottstein, directeur de l'Institut interreligieux Elijah, a lancé une **campagne juive de financement pour reconstruire l'église de la Multiplication à Tabgha** (Galilée), endommagée par un incendie criminel le 18 juin. Les assaillants avaient laissé un graffiti en hébreu : « Les faux dieux seront éliminés ! » Ce verset est tiré de l'*Alenou*, hymne récité quotidiennement, par lequel le peuple juif exprime sa foi dans le Dieu unique. Dans une interview à l'agence Zenit, le rabbin Goshen-Gottstein a souligné que c'est la première fois qu'on a utilisé une prière juive pour stigmatiser la prétendue idolâtrie du christianisme et légitimer une agression contre un sanctuaire chrétien. Son initiative a pour dessein, en posant un geste d'amitié envers les chrétiens, de dénoncer une mauvaise théologie juive qui est source de terrorisme. Le rabbin est très impliqué dans l'élaboration d'une « théologie du pluralisme religieux », qui, selon lui, fait cruellement défaut dans le judaïsme contemporain. Il est à noter que fin septembre, l'État Israël a accepté de compenser financièrement les dommages de l'incendie à hauteur de 7 millions de shekels (1 600 000 euros), alors qu'il avait initialement refusé d'envisager de le faire, sous prétexte que « l'attaque n'entraîne pas dans le cadre de violences terroristes de nature religieuse ».

L'État islamique libère des chrétiens et en massacre d'autres dans la vallée du Khabour. Le 11 août, l'État islamique (Daech) a relâché 22 chrétiens assyriens (dont 14 femmes) parmi les quelque 230 enlevés en février par les jihadistes lors de leur offensive dans la province de Hassaké, dans le nord-est de la Syrie. Leur libération a été « le résultat d'efforts soutenus et de négociations menées par l'Église assyrienne orientale ». Les négociations se poursuivaient pour obtenir la libération de 187 personnes encore détenues par l'EI. Mais le 23 septembre, jour de la fête musulmane du sacrifice, trois de ces chrétiens assyriens, Audisho Enwiya et Assur Abraham, du village de Tel Jazira, et Basam Michael, du village de Tel Shamiram, ont été exécutés d'une balle dans la nuque. Dans la vidéo de l'exécution, les jihadistes justifient celle-ci par le fait que la rançon demandée en vue de la libération des otages (au départ 100 000 \$ par otage !) n'a pas encore été versée. Ils assurent que les exécutions se poursuivront tant qu'elle ne le sera pas. Cependant, le 8 novembre, 37 otages (27 hommes et 10 femmes), la plupart âgés, ont été libérés, sans doute contre le versement d'une très forte somme d'argent.

Libération de plusieurs chrétiens d'al-Qaryatayn, dont le Père Jacques Mourad. Le 4 septembre, 15 des quelque 200 chrétiens enlevés en août lors de la prise d'al-Qaryatayn, dans le centre du pays, ont été libérés, après qu'eut été payée la taxe (*jizya*) exigée par le Daech. Le 10 octobre, ce fut au tour du P. Jacques Mourad, supérieur du monastère Mar Elian (aujourd'hui détruit), enlevé en mai. Dans une émouvante lettre à l'Aide à l'Église en Détresse, le P. Mourad remercie les organisations humanitaires et l'Église qui ont permis sa libération, qualifiée par lui de véritable miracle. Il souligne que cette expérience l'a confirmé dans sa foi. Tout au long de cette période diffi-

cile, il s'en est remis à Dieu : « »Seigneur, je m'abandonne à Toi. Fais-en ce que Tu veux. Et je Te rends grâce pour tout". Telle était la prière qui m'a accompagnée tout au long de ma captivité », confie-t-il. Il ne cache pas non plus son « inquiétude pour le sort des chrétiens d'Orient » et pour l'avenir de la Syrie, appelant la communauté internationale à agir tant sur le plan humanitaire que sur le plan politique. « Devant tant de souffrances, mais aussi de signes de la présence divine, nous nous maintenons dans notre foi en Dieu notre sauveur, sûrs qu'il ne nous abandonne jamais. » Le lendemain de la libération du P. Mourad, 50 autres otages chrétiens de Qaryatayn ont également recouvré la liberté.

Le 10 septembre a été signé à Rome un **protocole d'accord entre le St-Siège et le Koweït**, à l'issue d'une rencontre entre le pape François et le premier ministre de l'émirat, le Cheikh Jaber al-Moubarak al-Hamad al-Sabah. Les deux parties s'engagent à renforcer et à étendre leurs relations et leur collaboration en faveur de la paix et de la stabilité régionale et internationale. Dans son discours, le cardinal secrétaire d'État Pietro Parolin a rappelé que le Koweït a été, en 1968, le premier pays du Golfe à établir des relations diplomatiques avec le St-Siège, soulignant que l'émir Abdullah al-Salem al-Moubarak al-Sabah avait dès cette époque lui-même offert le terrain où fut érigée la cathédrale de la Ste-Famille.

Les Arméniens de Syrie ayant trouvé refuge en Arménie sont près de 16 000, a annoncé mi-septembre la ministre arménienne de la Diaspora. La Syrie comptait, avant la guerre, quelque 80 000 Arméniens, la plupart étant des descendants de survivants du génocide de 1915. La majorité d'entre eux a fui le pays. Seuls 15 000 environ y seraient demeurés. Leur situation ne cesse de se détériorer, notamment à Alep, où la communauté est passée de 50 000 personnes à moins de 8 000. Selon les Arméniens de Syrie vivant désormais dans un nouveau quartier qui leur a été aménagé à Erevan, beaucoup de leurs proches voudraient fuir Alep pour se réfugier en Arménie, mais ils ne peuvent pas se permettre le coûteux voyage, certains étant aussi conscients du manque d'opportunités économiques dans leur patrie ancestrale. De nombreux réfugiés en Arménie ont en effet du mal à joindre les deux bouts dans le pays dévasté par le chômage.

Évoquant, comme il le fait très souvent, le calvaire des chrétiens d'Irak et de Syrie lors d'une rencontre avec 5 000 jeunes religieux du monde entier le 17 septembre, **le pape François a confié avec émotion qu'il portait sur lui le crucifix d'un prêtre irakien martyr** : « Il y a quelques jours, sur la place (Saint-Pierre), un prêtre irakien s'est approché et m'a donné une petite croix... C'est la croix qu'avait entre les mains le prêtre qui a été égorgé pour ne pas avoir renié Jésus-Christ... Cette croix, je la porte ici », a confié le St-Père en montrant sa poitrine.

Le 27 septembre, en la cathédrale St-Jean d'Erbil (Kurdistan irakien), a été célébrée la consécration de **S.S. Mar Giwargis III Sliwa, nouveau catholicos patriarche de l'Église de l'Orient** (dite « assyrienne » ou « nestorienne »), élu le 20 septembre par le Synode des évêques, à la suite du décès du catholicos Mar Dinkha IV (26 mars dernier). Dans son homélie inaugurale, le nouveau hiérarque a confirmé le retour en Irak, à Erbil, du siège patriarcal exilé depuis 1933 et installé à Chicago en 1940. « Ce retour



– a souligné Giwargis III – dépasse les frontières du simple déplacement spatial et géographique. Il s'inscrit comme message de l'Église par lequel elle annonce sa volonté de rester et de montrer qu'elle est enracinée dans sa terre, où les premiers apôtres ont vécu et où ses Pères ont été élevés et instruits... » Les autres thèmes abordés par le catholicos furent la sauvegarde de l'existence de son Église « de souffrance et d'espérance, martyre et témoin » ; le terrorisme, dont il faut étudier les origines en profondeur ; les singularités du christianisme oriental et mésopotamien ; la défense de l'appartenance citoyenne ; l'unité de l'Église dans sa diversité et le dialogue œcuménique. Sur ce point, répondant à l'appel récent du patriarche chaldéen catholique Louis Raphaël I^{er} Sako, le nouveau catholicos a traité la question de l'union des Églises de tradition syriaque. Il a suggéré la mise en place d'un mécanisme de travail commun en vue du rapprochement et de l'union. Le lendemain de son intronisation, Sa Sainteté a reçu la visite de Massoud Barzani, président de la région du Kurdistan. Giwargis III a aussi rencontré, début octobre, le président de la République d'Irak, qui a réitéré que les chrétiens d'Irak sont une composante fondamentale et originelle du pays. Le nouveau catholicos est né le 23 novembre 1941 à Habbaniya (province d'al-Anbar, actuellement occupée en grande partie par l'État islamique). Après une carrière d'enseignant, il fut ordonné prêtre sur le tard, en 1980, et consacré l'année suivante métropolitain d'Irak. Établi à Bagdad, il a été un soutien exemplaire de sa communauté, victime des violences extrêmes engendrées par les bouleversements politiques.



Giwargis III a été reçu début octobre par le président irakien Fouad Masoum.

Le monastère maronite St-Charbel à Bethléem a été la cible d'un incendie criminel le 26 septembre. Selon Mgr William Shomali, vicaire patriarcal latin, les forces de polices palestiniennes mènent l'enquête « avec une grande sollicitude ». Les premiers résultats indiquent qu'il s'agirait d'une vengeance provoquée par le financement de 200 000 dollars accordé par le Fonds national palestinien, sur recommandation du président Mahmoud Abbas, pour les travaux de restauration du monastère, qui ont débuté en juin après une fermeture de 15 ans.

Après un mois de bras de fer avec le gouvernement, **les 47 écoles chrétiennes d'Israël ont cessé leur grève, grâce à un accord obtenu**, et leurs 33 000 élèves sont retournés sur les bancs, le 28 septembre. Les responsables dénonçaient une inégalité des droits, notamment financiers, entre leurs établissements et les écoles juives, et la réduction de 45% des subventions par rapport à l'an dernier. Une majorité des écoles arabes d'Israël, regroupant quelque 450 000 élèves, avaient également fait grève le 7 septembre, par solidarité. La situation s'enlisant gravement, les responsables de l'enseignement chrétien avaient brandi la menace de pousser leurs communautés à fermer les Lieux Saints, qui attirent des centaines de milliers de pèlerins – et une manne de devises ! La rencontre entre le pape François et le président israélien Réouven Rivlin, le 2 septembre à Rome, a sans doute contribué à dénouer la crise. L'accord garantit notamment un versement de 12 millions d'euros à ces écoles pour l'année scolaire à venir et une réduction des frais de scolarité. Une bonne nouvelle quand on sait que les élèves de ces écoles chrétiennes (60% de chrétiens et 40% de musulmans, druzes et même juifs) viennent des classes moyennes ou pauvres. Une commission sera créée pour réfléchir plus fondamentalement au statut des écoles chrétiennes, dont dépend évidemment leur financement.

Dans le cadre d'un vaste plan anti-corruption, le gouvernement de Bagdad a annoncé la création le 6 octobre d'un ensemble de **mesures visant à protéger les propriétés immobilières des chrétiens ayant quitté l'Irak**. Fuyant le chaos et la violence, de nombreuses familles chrétiennes irakiennes sont victimes, avec la complicité de fonctionnaires corrompus, de la falsification des titres de propriété, rendant leur retour impossible. À Bagdad, ce serait près de 7 000 propriétés appartenant à des chrétiens qui auraient ainsi été spoliées.

Le 9 octobre a eu lieu une **manifestation pacifique de centaines de chrétiens d'Ankawa, faubourg d'Erbil (Kurdistan irakien)**, pour protester contre la corruption et la dégradation qui rendent la vie quotidienne encore plus difficile dans ce quartier où résident de nombreuses familles déplacées. La protestation des chrétiens est provoquée notamment par la multiplication des établissements nocturnes et de lieux de prostitution, dont les clients – surtout des kurdes musulmans issus en grande partie d'autres quartiers où on ne vend pas d'alcool – se rendent coupables de graves débordements. Les organisateurs demandent aux autorités de fermer les établissements mal famés et de favoriser la construction d'infrastructures publiques. « Nous n'avons pas besoin de bars et de discothèques. Nous avons besoin d'hôpitaux », proclamait une banderole brandie durant la manifestation.

Au Synode sur la famille tenu à Rome du 4 au 26 octobre, **les six patriarches des Églises orientales catholiques du Proche-Orient ont porté la voix des familles de leurs fidèles** confrontées à la violence et déchirées par les migrations. Le patriarche des chaldéens, Louis Raphaël I^{er} Sako, a demandé aux évêques des pays occidentaux de pousser leurs gouvernants à agir davantage pour la paix et la stabilité dans la région. Il a remercié ses frères dans l'épiscopat qui se sont manifestés par une aide matérielle, par leur visite, apportant ainsi un peu de réconfort aux victimes des violences en Irak et en Syrie. Dans son groupe de travail, Mgr Sako a fait voter un amendement sur la situation des familles persécutées pour préciser les « quatre défis » auxquels elles font face : « l'instabilité et le manque de perspective d'avenir ; la persécution ; l'émigration ».



gration et la déchirure ; et enfin la montée de l'islamisme dans la société, y compris dans le domaine moral, qui rend difficile pour un chrétien de rester fidèle à l'enseignement de l'Église ». Le patriarche de l'Église copte catholique en Égypte, Ibrahim Sidrak, a lui aussi insisté sur le problème de « la discrimination contre les femmes » dans ces sociétés patriarcales marquées par la culture musulmane. Enfin, le patriarche grec-melkite Gregorios III Laham a avancé un projet concret, suggérant au pape François de rédiger un document œcuménique avec les orthodoxes, les anglicans et les luthériens, afin de faire entendre « une voix chrétienne internationale pour la paix en Syrie ».

Réuni début novembre au Caire, le **Conseil des Églises du Moyen-Orient en a appelé à l'élection d'un nouveau président du Liban**, en raison de l'importance de cette fonction dans ce pays, le seul du Proche-Orient où le chef de l'État est de droit chrétien. Le CEMO a aussi invité les chefs d'État et décideurs politiques et religieux de la région, à « œuvrer à la préservation du pluralisme religieux », estimant qu'il s'agit « du plus précieux trésor de l'Orient », et « à faire face aux forces des ténèbres, de la destruction et de l'extrémisme ». Plusieurs chefs d'Église participaient à la réunion : le catholicos arménien de Cilicie Aram I^{er}, le patriarche grec-orthodoxe de Jérusalem, Théophile III, le patriarche des syriens-catholiques, Youssef III Younan, ainsi que le président de l'Église luthérienne en Terre sainte, Mounib Younan. Ils ont plaidé, à la suite du pape copte Tawadros II, pour l'unification de la date de Pâques, et souligné que le dialogue islamo-chrétien est « le pilier essentiel des rapports avec nos partenaires et compatriotes ». Les participants ont remercié le pape François pour l'attention qu'il accorde aux chrétiens de la région. Ils ont prié pour que la paix advienne en Syrie, en Irak et en Terre sainte, pour les martyrs du génocide arménien et pour la fin de l'occupation turque de l'île de Chypre.



À Istanbul, le 15 octobre, les Églises grecque orthodoxe, arménienne apostolique, syrienne orthodoxe, catholique et évangélique de Turquie ont présenté un **livre destiné à faire connaître aux musulmans *Les principes de base du christianisme***. Le livre, fruit d'une remarquable coopération œcuménique, a été imprimé à 13 000 exemplaires et sera bientôt traduit en anglais. Les origines de ce projet remontent à 2002, lorsque le ministre de l'éducation de l'époque avait sollicité le patriarche arménien de Constantinople, Mesrob II Mutafyan, pour la préparation des chapitres sur le christianisme dans les manuels scolaires de culture religieuse.

Du 6 au 8 novembre, **le nouveau patriarche des syriens orthodoxes Ignace Ephrem II a accompli sa première visite officielle au Liban**, où il a reçu un accueil populaire enthousiaste. Aux leaders politiques et religieux, il a rappelé la nécessité de l'élection rapide d'un nouveau président de la République. Il a invité musulmans et chrétiens à œuvrer « dans un esprit de partenariat et de fraternité pour sauvegarder le Liban et son unité... Notre mission en Orient est celle du serviteur, et non celle du maître. Travaillons pour la paix, chrétiens et musulmans de la région. Nous avons vécu ensemble pendant des centaines d'années et n'avons d'autre choix que de vivre ensemble dans l'esprit de famille et de l'amour fraternel mutuel. »



ABONNEMENT À SOLIDARITÉ-ORIENT

Le Bulletin trimestriel de Solidarité-Orient est envoyé à toutes les personnes ayant versé sur notre compte 001-5162000-27 un **abonnement annuel de 13 €** (15 € pour la France, 18 € pour le reste de l'Europe, 20 € hors Europe); les abonnements de nos lecteurs résidant hors de la Belgique doivent être versés sur le compte IBAN : BE48 0015 1620 0027 — BIC : GEBABEBB et, en tout cas, libres de tous frais. Donc, pas de chèque s.v.p.

COMMENT POUVEZ-VOUS APPORTER VOTRE AIDE ?

En versant vos dons au compte **001-5162000-27** de SOLIDARITÉ-ORIENT a.s.b.l., rue Marie de Bourgogne, 8 — 1050 Bruxelles. S'il s'agit d'un don attribué, veuillez en indiquer clairement la destination. Les dons de nos lecteurs résidant hors de la Belgique doivent être versés par mandat ou sur notre compte IBAN : BE48 0015 1620 0027 - BIC : GEBABEBB. Vous pouvez également faire un legs, par testament, à l'a.s.b.l. SOLIDARITÉ-ORIENT. Pour ce faire, veuillez prendre contact avec notre secrétariat, tél. 02-512.15.49 (entre 10 h. et 13 h.).

EXONÉRATION FISCALE

(Valable uniquement pour la Belgique)

Vous pouvez obtenir une attestation afin de bénéficier de l'exonération fiscale uniquement pour vos dons à partir de 40 €, en dehors de l'abonnement annuel de 13 €. Pour ce faire, veuillez effectuer votre virement exclusivement au compte **001-5162000-27** de SOLIDARITÉ-ORIENT a.s.b.l., rue Marie de Bourgogne, 8 — 1050 Bruxelles avec la mention : "**DON — ATTESTATION FISCALE S.V.P.**". *Une attestation n'est donc envoyée qu'à partir d'un versement dans l'année civile de 53 €.* **Les dons versés dans la même année civile sont totalisés.**

FAITES CONNAÎTRE L'ORIENT CHRÉTIEN

Le but de notre revue est aussi de faire connaître les chrétiens du Proche-Orient et de sensibiliser à leurs problèmes par une information constante et variée. Faites lire Solidarité-Orient à vos connaissances qui, bien souvent, ignorent tout des chrétiens d'Orient. Mieux : offrez-leur un abonnement à l'essai.

Intentions de messes. Un prêtre du patriarcat grec-catholique de Jérusalem peut célébrer une ou plusieurs messes à vos intentions. Une messe : 20 € – neuvaine : 170 € – trentain grégorien : 560 €. Vous pouvez verser le montant sur notre compte BE 48 0015 1620 0027 avec la mention : Messe + intention. La date de chaque messe et le nom du prêtre peuvent vous être communiqués (donnez-nous votre adresse email).

Solidarité-Orient a.s.b.l., est un organisme catholique qui a pour but l'aide, sous toutes ses formes, aux communautés chrétiennes du Proche et Moyen-Orient qui, depuis plusieurs siècles, vivent au cœur de l'Islam et contribuent à l'épanouissement social, culturel et religieux des civilisations arabes et orientales.